

C

Pourquoi le commerce des services compte

La présente section examine le rôle que le commerce des services joue pour aider les pays à parvenir à une croissance rapide et inclusive. La section C.1 analyse et tente de quantifier dans quelle mesure le commerce des services est bénéfique pour l'économie et promeut la croissance. La section C.2 étudie le rôle que le commerce des services joue dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales non seulement dans le secteur des services mais aussi dans le secteur manufacturier. La section C.3 examine de quelle façon le commerce des services promeut l'inclusion dans un certain nombre de domaines comme les compétences, l'égalité hommes-femmes et la localisation de l'activité économique. La section C.4 sert de conclusion.



Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. Les gains tirés du commerce des services | 56 |
| 2. Le commerce des services stimule la compétitivité des entreprises | 71 |
| 3. Manière dont le commerce des services affecte l'emploi et l'inclusion | 75 |
| 4. Observations finales | 88 |

Faits saillants et principales constatations

- Le commerce des services crée des gains de bien-être pour la société grâce à une allocation plus efficace des ressources, à des économies d'échelle plus importantes et à un élargissement de la gamme des services offerts.
- Le commerce des services améliore la compétitivité des entreprises à la fois dans le secteur des services et dans le secteur manufacturier.
- Parce qu'il est souvent nécessaire que les fournisseurs de services soient présents dans la région où le service est fourni, la qualité des institutions dans le pays importateur a plus d'importance pour le commerce des services que pour le commerce des marchandises.
- Un grand nombre d'emplois reposent sur les exportations de services. Toutefois, l'effet du commerce des services sur le niveau et la structure de l'emploi en général a été limité jusqu'à présent.
- Le commerce des services peut contribuer à réduire les inégalités économiques pour les femmes et pour les MPME.



1. Les gains tirés du commerce des services

La présente section commence par examiner en quoi le commerce des services diffère du commerce des marchandises et ce que cela signifie en termes de contribution des services à l'économie et à la croissance. Vient ensuite une analyse des recherches empiriques quantifiant l'impact d'un accroissement du commerce des services sur le bien-être économique. Des estimations des gains découlant d'une augmentation du commerce des services, faites par l'auteur en utilisant un cadre associé à de nouveaux modèles quantitatifs du commerce (Arkolakis *et al.*, 2012 ; Costinot et Rodriguez-Clare, 2014), ainsi que des résultats tirés de la littérature sur le commerce et la croissance (Feyrer, 2019), sont également incluses. Ces estimations sont complétées par des études de cas qui illustrent de quelle façon le commerce des services a contribué à la croissance économique et au développement dans un ensemble d'économies diversifiées sur le plan géographique.

Comme c'est le cas pour le commerce des marchandises, le commerce des services pourrait contribuer à une allocation plus efficace des ressources, à des économies d'échelle plus importantes, à l'accès à une plus grande variété de services pour les consommateurs et les producteurs et pourrait enclencher un processus en vertu duquel les entreprises de services les plus productives pourraient se développer et croître. Des retombées bénéfiques pourraient aussi résulter du transfert de technologie et de savoir-faire d'une économie à l'autre. Au-delà de ces sources de gains habituelles, certains secteurs de services ont des caractéristiques spéciales ou uniques qui peuvent amplifier la façon dont une économie peut tirer profit du commerce des services ; elles sont examinées ci-après.

(a) Qu'est-ce qui différencie le commerce des services du commerce des marchandises ?

Certains secteurs des services, tels que ceux du transport, des télécommunications, des services financiers, de la distribution d'eau et d'électricité – généralement appelés services d'infrastructure ou services à la production – jouent un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. Par exemple, il est inconcevable que des usines de fabrication puissent fonctionner efficacement s'il y a régulièrement des coupures de courant, et les entreprises souffrent si la communication est difficile à établir avec les fournisseurs et les clients. Il incombe au marché financier ou marché des capitaux

d'affecter l'épargne d'une économie aux utilisations les plus productives et également d'allouer le risque d'investissement à ceux qui sont disposés à le supporter (Arrow, 1970). Si cette fonction de répartition est mal assurée à cause d'un secteur financier sous-développé ou « réprimé »¹ (McKinnon, 1973), elle peut priver des entreprises productives de capitaux qui leur sont indispensables, tout en canalisant les ressources vers des entreprises qui offrent des perspectives médiocres. L'état et les résultats de ces secteurs de services à la production ont une influence considérable sur la productivité d'une économie moderne tout entière.

Au-delà de ces services d'infrastructure ou services à la production, d'autres secteurs de services ont un impact démesuré sur la productivité de ce que les économistes appellent les facteurs de production tels que le travail. La productivité de la main-d'œuvre d'un pays dépend du niveau d'instruction, de compétences et de santé de celle-ci, des caractéristiques qui reposent essentiellement sur la qualité des systèmes éducatif et de santé du pays. Plus la qualité des services générés par ces secteurs est bonne, plus la probabilité est grande que les travailleurs du pays apportent une contribution notable à la croissance économique.

Le fait d'accorder un meilleur accès aux fournisseurs étrangers de services d'infrastructure, ainsi que de services d'éducation et de santé, est une manière d'améliorer l'efficacité avec des bénéfices potentiellement importants pour l'économie, comme cela est indiqué dans l'article d'opinion de Matteo Fiorini et Bernard Hoekman (voir la page 57). Les données disponibles qui établissent un lien entre l'accroissement du commerce des services et l'amélioration des résultats de ces secteurs et de l'économie sont examinées de façon plus approfondie dans la présente section.

Le secteur des services constitue également la part la plus importante de l'économie mondiale. Comme le montre la figure C.1, la part des services va de 49% en Asie du Sud à 77% en Amérique du Nord. Globalement, ce secteur représente environ les deux tiers de la valeur ajoutée. Ainsi, en dehors de l'Asie du Sud, il est plus important que les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des ressources naturelles réunis dans toutes les autres grandes régions géographiques. Cela laisse entrevoir le potentiel considérable que l'accroissement du commerce des services recèle en termes de gains économiques importants pour le monde.

Même si la présomption générale est que la croissance de la productivité dans les services accuse un retard

Matteo Fiorini,

Institut universitaire européen, Florence

et Bernard Hoekman, Institut universitaire européen,
Florence, et Centre for Economic Policy Research

Politique en matière de commerce des services et Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est résumé en 17 objectifs de développement durable (ODD). Ces 17 grands objectifs vont de la réduction de la pauvreté à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement. Ils visent tous les pays, aussi bien les pays à revenu élevé que les pays en développement.

Les services peuvent contribuer à la réalisation des ODD par le biais d'au moins deux mécanismes (Helble et Shepherd, 2019). L'un d'eux est la croissance économique. La réalisation de nombreux ODD nécessitera l'augmentation du revenu par habitant. Les services représentant les deux tiers ou plus du PIB total dans la plupart des économies, l'augmentation du revenu par habitant est liée à l'amélioration de la productivité des activités de services. L'autre mécanisme est plus direct. De nombreuses cibles spécifiques associées aux ODD incitent à améliorer l'accès aux services ou la qualité des services. En effet, nombre d'ODD et de cibles qui leur sont associées mentionnent des services spécifiques. Par exemple, les services financiers sont cités dans le contexte de l'ODD 1 (« Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde »), puisqu'un meilleur « accès [à] ... des services financiers ..., y compris la microfinance » est identifié comme une cible spécifique. L'accès aux services financiers est mentionné comme un instrument pour « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable »

(ODD 2) ; « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge » (ODD 3) ; « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » (ODD 8) ; et « bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » (ODD 9).²

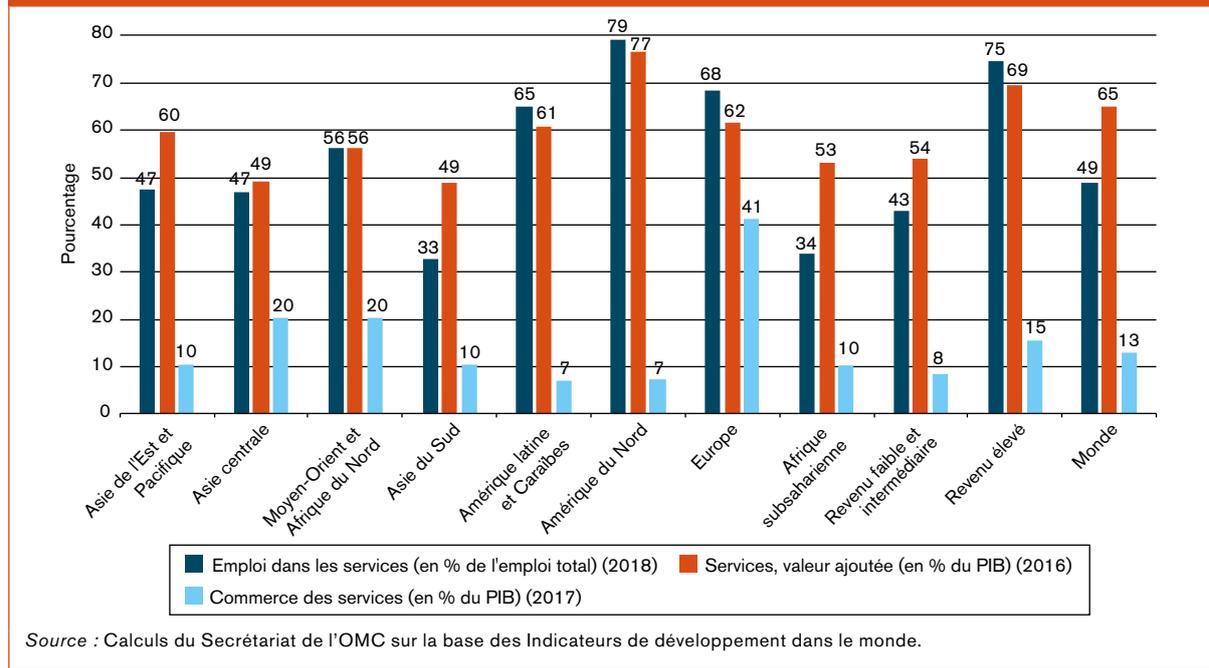
Le commerce et l'investissement sont des instruments qui permettent d'améliorer l'accès à des services de meilleure qualité, plus variés et meilleur marché, et qui peuvent potentiellement améliorer les résultats des secteurs des services nationaux grâce à la pression de la concurrence et à des externalités de connaissances. En conséquence, les politiques en matière de commerce des services et d'investissement ont un rôle à jouer dans les efforts déployés en vue de réaliser un grand nombre des ODD. Fiorini et Hoekman (2018a) montrent que des politiques plus ouvertes en matière de commerce des services sont associées à une plus grande disponibilité de (un meilleur accès à) plusieurs services qui figurent en bonne place dans plusieurs ODD et dans les cibles connexes, y compris non seulement les services financiers, mais aussi les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les services de transport. Compte tenu du caractère incorporel des services, les fournisseurs étrangers doivent générer au moins une partie – et souvent plus – de la valeur ajoutée de leur activité économique dans le pays importateur

(de consommation). Cela signifie qu'il y aura souvent une dimension liée à l'investissement dans l'amélioration de l'accès aux services. Une conséquence est que les fournisseurs étrangers seront affectés par l'environnement économique local, de telle sorte que l'ampleur des effets positifs potentiels d'un régime de commerce et d'investissement plus ouvert pourra dépendre de la qualité des institutions dans le pays importateur (Beverelli *et al.*, 2017).

On sait depuis longtemps que le commerce et la politique commerciale constituent un moyen de mettre en œuvre le développement durable. Or le libellé des ODD a tendance à mettre l'accent sur les mesures qui visent à faciliter ou à promouvoir les exportations de marchandises des pays en développement. C'est trop limité. Il conviendrait de mettre aussi l'accent sur les politiques qui affectent le commerce des services et les investissements entrants réalisés par les fournisseurs de services, car ils peuvent avoir une influence sur la disponibilité et la qualité d'un éventail de services pertinents pour certains ODD. Il est tout aussi important que l'attention plus grande dont la politique en matière de commerce des services fait l'objet soit accompagnée d'efforts visant à améliorer la qualité de la réglementation sectorielle ainsi que la gouvernance économique. Ces éléments aideront à déterminer dans quelle mesure le commerce et l'investissement dans le domaine des services peuvent contribuer à progresser vers la réalisation des ODD.

Figure C.1 : Le secteur des services constitue la part la plus importante de l'économie mondiale

Part des services dans la valeur ajoutée, dans l'emploi et commerce transfrontières des services, par région



par rapport à celle du secteur manufacturier, cette idée est de plus en plus remise en question et assortie de réserves.

D'abord, selon des estimations issues de travaux empiriques récents menés par Young (2014) concernant les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la « vraie » différence de productivité totale des facteurs entre les secteurs pourrait se situer entre un avantage de 0,5% en faveur des marchandises et un avantage de 0,4% en faveur des services. Si l'on prend le milieu de la fourchette, cela laisse entrevoir une autre typologie plausible de la croissance dans les pays de l'OCDE, à savoir que les secteurs des marchandises et des services ont enregistré des taux de croissance de la productivité totale des facteurs similaires.

Ensuite, les mesures actuelles de la productivité ne tiennent pas dûment compte de la contribution indirecte des services à d'autres secteurs (Mercer-Blackman et Ablaza, 2018). La limite entre le secteur manufacturier et le secteur des services est souvent floue (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2018). Non seulement les liens entre les deux secteurs sont étroits, mais ils se resserrent de plus en plus au fil du temps. Les données de l'OCDE et de l'OMC sur le commerce en valeur ajoutée montrent que la plupart des entreprises manufacturières s'appuient sur des services utilisés comme intrants pour produire et commercialiser leurs marchandises (voir la section B). De nombreuses entreprises fournissent aussi des services en interne.

Enfin, il est possible d'observer de quelle manière la productivité dans certains secteurs de services rattrape, voire dépasse, la productivité dans le secteur manufacturier. Les caractéristiques du secteur manufacturier, que l'on croyait autrefois uniques, sont de plus en plus partagées par certains secteurs de services échangeables à travers les frontières au niveau international grâce aux avancées des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui permettent des économies d'échelle (voir l'encadré C.1).

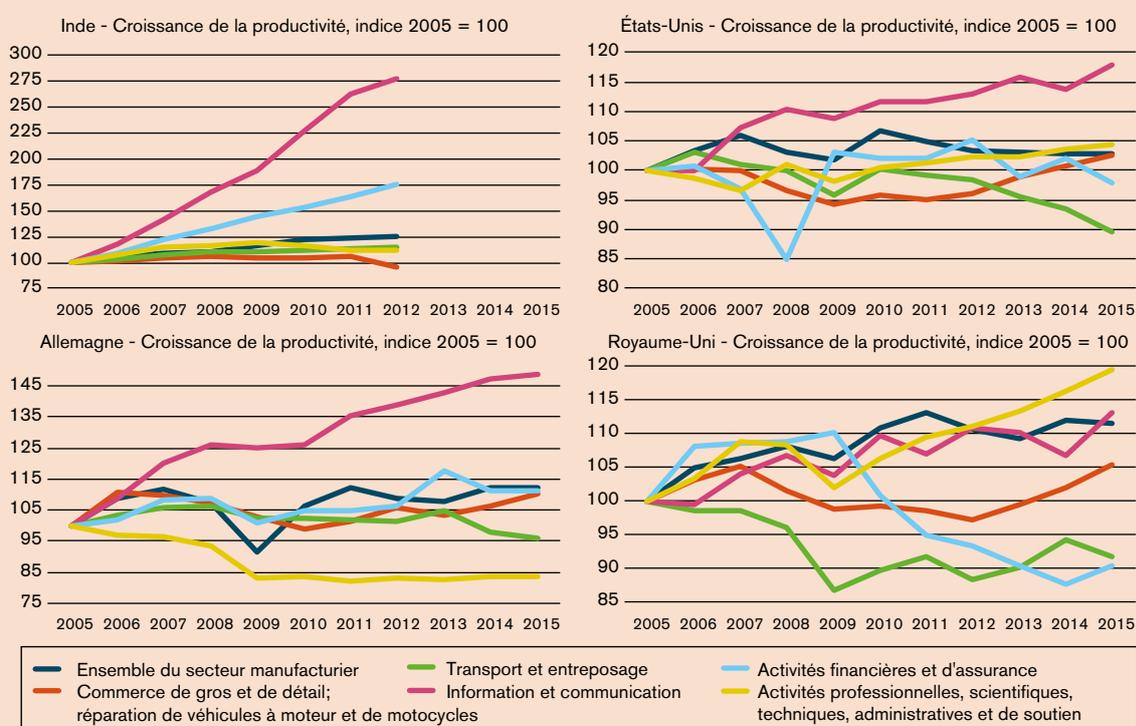
S'agissant du commerce des services lui-même, une caractéristique importante qui le différencie du commerce des marchandises est le handicap que constitue l'« impératif de proximité » (Francois et Hoekman, 2010). À la différence du commerce des marchandises, de nombreux services demandent que le fournisseur et le consommateur soient en contact physique étroit. Cela signifie que la distance physique a un effet défavorable disproportionné sur le commerce des services par rapport à celui qu'elle a sur le commerce des marchandises (Anderson *et al.*, 2014). L'impératif de proximité peut aussi faire qu'il est davantage nécessaire d'associer une présence locale à la fourniture transfrontières de services que dans le cas du commerce des marchandises. Par exemple, même si le service se prête à une fourniture transfrontières, il se peut que l'exportateur potentiel de services ait tout de même besoin d'établir une présence commerciale sur le marché de destination pour être en mesure d'éveiller l'intérêt des acheteurs

Encadré C.1 : Évolutions technologiques et productivité dans le secteur des services

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont l'un des principaux moteurs de la croissance économique mondiale (Aboal et Tacsir, 2018). Les innovations technologiques, associées à de nouveaux modèles, ont modifié la nature et la structure des services. Le développement des TIC signifie que les économies d'échelle sont devenues importantes dans les secteurs de services basés sur les TIC, car le coût marginal de la fourniture d'une unité supplémentaire est proche de zéro (Fontagné *et al.*, 2014). Les apports des services professionnels scientifiques et techniques dans l'agriculture, les industries extractives, les services publics et la construction contribuent de façon non négligeable à la croissance de ces secteurs (Hallward-Driemeier et Nayyar, 2018). Un effet de cette tendance a été un intérêt accru pour l'identification des secteurs de services qui sont « potentiellement basés sur les TIC » (Borga et Howell, 2014). Ces secteurs incluent les services financiers et d'assurance, les frais pour usage de propriété intellectuelle, les produits audiovisuels et produits connexes, les services de télécommunication, d'informatique et d'information, les services de recherche-développement (R&D), les services professionnels et de services de conseil en gestion et les services d'architecture et d'ingénierie.

La figure C.2 montre l'évolution récente de la croissance de la productivité dans certains secteurs de services et dans le secteur manufacturier en Allemagne, aux États-Unis, en Inde et au Royaume-Uni. Certaines tendances importantes se dégagent. Premièrement, le secteur de l'information et des télécommunications a enregistré une croissance de la productivité plus rapide que celle du secteur manufacturier dans les quatre économies. Deuxièmement, aux États-Unis et au Royaume-Uni, le même schéma de croissance plus élevée que dans le secteur manufacturier peut s'observer dans les activités de services professionnels. Troisièmement, en Inde, la croissance de la productivité dans les activités financières et les activités d'assurance a également été plus rapide que dans le secteur manufacturier. Ce schéma paraît cohérent avec ce qu'Aboal et Tacsir (2018) ont affirmé, à savoir que les avancées rapides des TIC jouaient un rôle plus important dans le secteur des services que dans le secteur manufacturier. Cette croissance plus élevée de la productivité dans les services rendue possible par le secteur des TIC pourrait apaiser les craintes que la croissance séculaire ou à long terme du secteur des services dans de nombreuses économies s'effectue aux dépens d'un ralentissement de la croissance globale.

Figure C.2 : La productivité totale des facteurs dans certains secteurs de services dépasse celle du secteur manufacturier Productivité totale des facteurs dans certains secteurs et dans certaines économies, 2005-2015



Source : Calculs de l'auteur sur la base de données extraites de la base de données EU KLEMS (www.euklems.net) et de la base de données World KLEMS (www.worldklems.net).

Notes : La mesure de la productivité présentée ici est la productivité totale des facteurs, qui indique l'évolution du volume de la production par rapport à celle de l'utilisation des intrants, y compris le capital, la main-d'œuvre et les intrants intermédiaires. Si le volume de la production s'accroît plus vite que le volume des intrants, alors la productivité totale des facteurs s'accroît. La classification des secteurs varie selon les économies, et les renseignements sont disponibles à des niveaux d'agrégation différents.

potentiels (voir la section C.2). Toutefois, il convient de noter que la numérisation est susceptible d'atténuer cet impératif puisque, grâce à l'évolution technologique, un nombre croissant de services peuvent être fournis par voie électronique.

Le commerce des services est plus résilient que le commerce des marchandises aux chocs de revenus extérieurs. Par exemple, d'après Ariu (2016), en 2008-2009, le commerce des services a été bien moins affecté par la crise financière mondiale que le commerce des marchandises. L'explication de l'auteur est que les services représentent des intrants essentiels pour le processus de production, que leur flux doit être continu et qu'ils ne peuvent pas être stockés, ni facilement modifiés face à des fluctuations de la production. Par conséquent, même pendant la crise, les entreprises ont continué à importer des services qui constituaient des intrants essentiels à la production.

Le secteur des services est davantage susceptible d'être marqué par des défaillances du marché et, par conséquent, d'être soumis à la réglementation de l'État (Francois et Hoekman, 2010). Des exemples de ces défaillances du marché incluent les monopoles naturels (transport ferroviaire, distribution d'électricité), les externalités de réseau (télécommunications) et l'asymétrie d'information (soins de santé, finance) – voir l'analyse connexe dans la section E. L'intervention du gouvernement dans les secteurs de services dans lesquels il existe des défaillances du marché peut améliorer l'efficacité économique. Cette intervention prend généralement la forme de réglementations qui portent sur, entre autres résultats économiques, la concurrence et l'entrée sur le marché. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de réglementations intérieures visant les marchandises, mais que les réglementations semblent bien plus visibles dans les secteurs des services. Ces réglementations, qui peuvent varier largement selon les économies, affectent la facilité de faire du commerce avec des services réglementés. Même si les autorités de réglementation ne souhaitent nullement limiter les échanges, des différences en matière de réglementation peuvent créer des conditions qui entravent le commerce plus qu'il n'est souhaitable (voir l'analyse connexe dans la section E). Cela peut être une autre raison qui explique la part limitée du commerce transfrontières des services dans le commerce mondial et la nécessité de se tourner vers d'autres façons d'approvisionner les marchés étrangers, notamment par l'intermédiaire de la présence commerciale de fournisseurs étrangers (mode 3 de l'Accord général sur le commerce des services – AGCS).

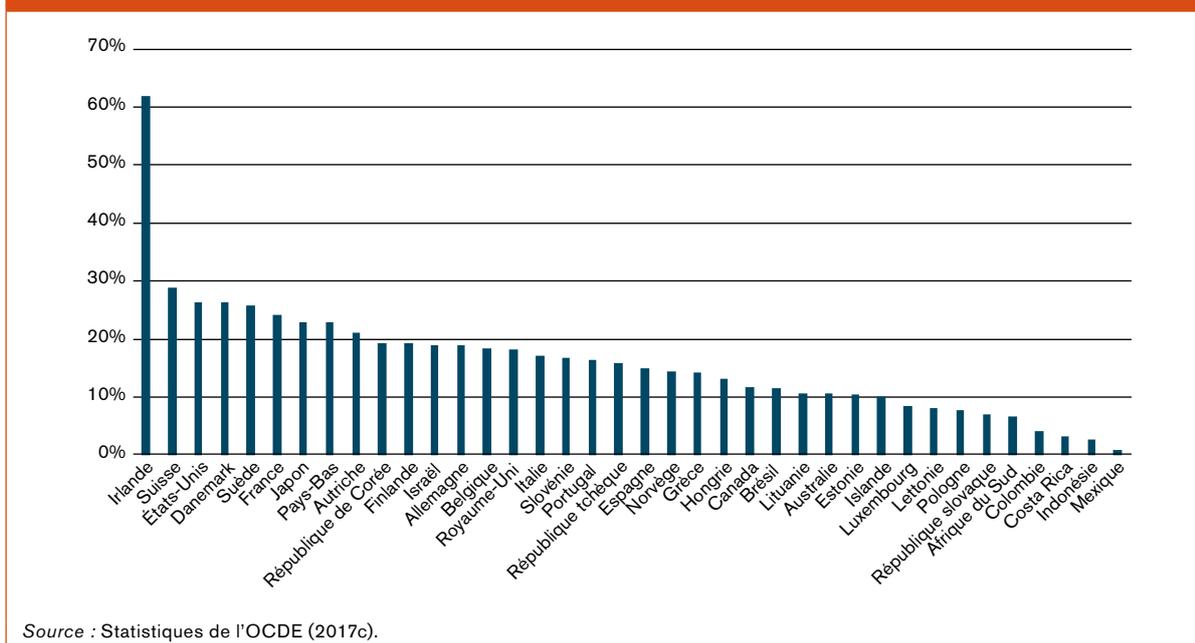
Enfin, on pourrait faire valoir qu'il existe un lien étroit entre le commerce des services et la productivité (Eaton et Kortum, 2018). Celui-ci découle des exportations de services liées à des actifs incorporels. La part croissante des actifs incorporels dans l'investissement des entreprises est un fait qui a été maintes fois souligné. S'agissant des pays de l'OCDE, l'investissement dans les actifs incorporels représente en moyenne environ un cinquième de la formation brute de capital ; pour certains Membres, tels que l'Irlande, cette part peut atteindre 61% (voir la figure C.3). À la suite des travaux influents de Corrado *et al.* (2009), les actifs incorporels sont réputés inclure les investissements dans les éléments suivants : i) données informatisées, ii) propriété innovante (ce qui inclut les dépenses de R&D) et iii) compétences économiques (ce qui inclut l'investissement dans les noms de marques ainsi que l'investissement dans le capital humain propre à chaque entreprise). Eaton et Kortum (2018) identifient un certain nombre de caractéristiques – non-rivalité en matière d'utilisation, lien étroit avec les droits de propriété intellectuelle (DPI) et coût de reproduction marginal proche de zéro – des exportations de services liés à des actifs incorporels qui ont jusqu'à présent été négligées dans la littérature (voir la discussion sur les services liés à la propriété intellectuelle dans la section B). Alors que la transformation numérique s'accélère dans le secteur des services et que les produits basés sur la capture des connaissances deviennent des extrants plus importants des secteurs des services, le cadre d'Eaton et de Kortum, certes encore embryonnaire, offre néanmoins un point de départ utile pour étudier le commerce des services dans l'économie numérique.

(b) Le commerce des services contribue à la croissance : quelques données disponibles

Dans la sous-section précédente, nous avons émis l'hypothèse que le fait de permettre une augmentation du commerce des services, en particulier des services d'infrastructure et des services dans les secteurs de l'éducation, de la finance et de la santé, pouvait améliorer l'efficacité de ces services avec des bénéfices potentiellement importants pour l'économie. Dans la présente section nous allons maintenant examiner certaines données disponibles sur cette question. L'étude des données empiriques sera complétée par des études de cas concernant un certain nombre d'économies qui démontrent les résultats positifs en matière de développement issus d'un accroissement du commerce des services.

Figure C.3 : La part des actifs incorporels dans l'investissement des entreprises est considérable dans les pays de l'OCDE

Part des actifs incorporels dans la formation brute de capital fixe dans les pays de l'OCDE, en 2016

*(i) Données empiriques extraites de la littérature***Services financiers**

Claessens *et al.* (2001) mesurent l'impact de la participation des banques étrangères sur divers indicateurs de l'efficacité du secteur bancaire national. Ils constatent que l'entrée de banques étrangères est associée à une meilleure efficacité du système bancaire national. Eschenbach et Francois (2002) modélisent explicitement l'effet de la libéralisation financière sur la croissance. Ils estiment que si un pays à faible revenu devait passer au degré d'ouverture moyen des services financiers le plus élevé constaté dans les pays à revenu élevé (environ 50%), les taux de croissance du PIB par habitant augmenteraient de 0,4% à 0,6% sur une base annuelle. Mattoo *et al.* (2006) testent une équation de croissance standard sur les pays développés et les pays en développement. Ils constatent qu'avec une libéralisation totale des services financiers, les pays développés affichent une croissance supérieure de 1,2% et les pays en développement une croissance supérieure de 2,3%.

Après prise en compte d'autres déterminants de la croissance, les pays ayant un secteur des services financiers (et des télécommunications) totalement ouvert affichent une croissance supérieure de 1,5% par rapport aux autres pays. Une étude d'El Khoury et Savvides (2006) sur le commerce des services

financiers et des services de télécommunication laisse entendre que l'impact de celui-ci sur la croissance économique dépend du niveau de développement du pays. Ils font l'hypothèse que, dans les services financiers, le capital humain présente une rareté relative dans les économies à faible revenu. En règle générale, il n'est pas possible d'attirer du capital humain en provenance de l'étranger grâce à la libéralisation financière. En outre, les pays à faible revenu ne disposent pas des structures institutionnelles ou réglementaires permettant d'assurer le fonctionnement efficace du secteur financier. El Khoury et Savvides (2006) constatent que c'est effectivement le cas pour les services financiers, dans lesquels l'ouverture a un impact positif sur la croissance, mais seulement après qu'un certain seuil de revenu a été atteint (à savoir 2 291 dollars EU par an).³

Télécommunications

S'agissant du secteur des télécommunications dans les pays de l'OCDE, Boylaud et Nicoletti (2000) constatent que la perspective de la concurrence et la concurrence effective améliorent l'efficacité et la qualité du service et font baisser les prix. L'étude d'El Khoury et Savvides (2006) mentionnée plus haut examine aussi l'hypothèse selon laquelle l'impact de l'ouverture du commerce des services sur la croissance économique dépend du niveau de développement d'un pays en matière de services de télécommunication. À la différence des services financiers, ils constatent

que l'ouverture des services de télécommunication a un impact positif sur la croissance des économies à faible revenu mais que cet effet diminue à mesure que le revenu par habitant augmente. Leur explication à ce sujet est que, puisque le capital physique est rare dans les économies les plus pauvres et que l'ouverture du secteur des services de télécommunication attire fréquemment des investissements étrangers directs (IED), l'ouverture des marchés contribue à accroître la croissance de la productivité dans le secteur.

Les politiques encourageant l'IED et la concurrence dans le secteur des télécommunications ont été associées à des services de télécommunication plus abordables, de meilleure qualité et plus diversifiés (Lestage *et al.*, 2013). Les pays qui ont introduit des règlements de qualité – y compris, en particulier, des règlements favorisant la concurrence – ont mieux réussi que les autres à stimuler la croissance du marché et à développer leur économie numérique (Union internationale des télécommunications (UIT), 2017). Sur cette base, il n'est pas surprenant que des études telles que celles de Mattoo *et al.* (2006) et d'Eschenbach et Hoekman (2006) aient constaté l'existence d'un lien étroit entre la libéralisation des télécommunications et des taux de croissance du PIB plus élevés.

Distribution d'électricité

Eschenbach et Hoekman (2006) constatent que les réformes de la réglementation dans les secteurs du transport, des télécommunications et de l'électricité (ainsi que de la finance) sont étroitement corrélées aux IED entrants (ce qui représente le mode 3 de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), à savoir la présence commerciale dans un autre pays). Après prise en compte des variables explicatives courantes dans la littérature sur la croissance, la réforme des services explique l'amélioration des résultats économiques des économies en transition au cours de la période post-1990. Par exemple, Bekhet et Othman (2011) utilisent une méthode économétrique connue sous le nom de modèle vectoriel à correction d'erreur pour établir un lien de causalité entre la consommation d'électricité et les entrées d'IED totales ou à l'échelle de l'économie en Malaisie entre 1971 et 2009. Ils constatent que des niveaux plus élevés d'IED (mode 3 de l'AGCS) ont conduit à une hausse de la consommation d'électricité.

Transport

Fink *et al.* (2002) constatent qu'aussi bien la politique publique que les pratiques privées affectent les prix du transport maritime. La libéralisation des échanges réduirait les prix du transport de 9% et générerait l'équivalent de 850 millions de dollars EU d'économies.

L'élimination des « accords de transport privé » réduirait les prix du transport d'environ 25% et permettrait d'économiser 2 milliards de dollars EU sur les envois à destination des États-Unis seulement.

Soins de santé

De précédents travaux de recherche sur le lien entre IED et soins de santé semblent montrer que les premiers sont associés à une espérance de vie moins élevée dans l'économie bénéficiaire (Nagel *et al.*, 2015). Mais l'étude considérée ne couvre que 14 économies à revenu élevé. Nagel *et al.* (2015) utilisent une analyse de cointégration pour étudier les effets des IED (mode 3 de l'AGCS) sur la santé dans un ensemble plus vaste comprenant 179 économies entre 1980 et 2011. Les auteurs constatent que la relation entre IED et santé est non linéaire et qu'elle dépend du niveau de revenu. L'IED a un effet positif sur la santé lorsque les niveaux de revenu sont faibles et n'a un effet négatif que lorsque les niveaux de revenu sont élevés. Par exemple, Alam *et al.* (2016) utilisent un modèle vectoriel à correction d'erreur pour examiner la relation de causalité entre IED et santé au Pakistan. Ils constatent qu'aussi bien l'ouverture du commerce que l'IED améliorent la santé de la population mesurée en termes d'espérance de vie sur le long terme.

Complémentarité entre commerce des marchandises et commerce des services

De récents travaux d'Ariu *et al.* (2019) fournissent des données montrant la complémentarité entre le commerce des marchandises et le commerce des services. L'une des formes que revêt cette complémentarité est que l'ouverture d'un secteur (disons celui des services) fait augmenter le commerce non seulement dans ce secteur mais aussi dans l'autre secteur (celui des marchandises) qui n'a pas fait l'objet de cette ouverture. Ariu *et al.* (2019) montrent la puissance de la réduction des obstacles au commerce dans l'un quelconque des secteurs, tels que celui des services, parce que les avantages s'étendent au-delà de ce seul secteur. En outre, les résultats de cette étude semblent indiquer que les gains résultant de l'ouverture conjointe du secteur des services et de celui des marchandises sont plus importants que ceux obtenus lorsque le secteur des marchandises ou celui des services font l'objet d'une ouverture séparément.

(ii) Études de cas

Pour compléter l'étude des données empiriques, des études de cas décrivant des résultats positifs en termes de développement découlant du développement du commerce des services en Éthiopie, en Inde, au Kenya, à Maurice, au Mexique et aux Philippines

sont examinées. Ces études de cas présentent un grand intérêt du fait de la diversité géographique des économies considérées, laissant peut-être entrevoir la force du lien entre l'augmentation du commerce des services et le développement.

Transport aérien en Éthiopie

L'Éthiopie a encouragé la croissance économique en augmentant le commerce des services de transport. Grâce au développement réussi du réseau régional Ethiopian Airlines et à une importante capacité de fret, les exportations éthiopiennes à valeur élevée, ou sensibles au facteur temps, peuvent être transportées à un prix bien moindre et bien plus rapidement qu'avant. L'amélioration des services de transport a permis au secteur des fleurs coupées de prospérer en Éthiopie ; les exportations de fleurs coupées en provenance d'Éthiopie à destination du reste du monde sont passées de 12 millions de dollars EU en 2005 à 662 millions de dollars EU en 2014 (Hoekman et te Velde, 2017).

Services des TIC en Inde

Le secteur des services des TIC en Inde est un autre exemple de contribution du commerce des services au développement économique. Grâce à une combinaison de facteurs tels que salaires bas, abondance de travailleurs moyennement qualifiés, main-d'œuvre maîtrisant parfaitement l'anglais et établissement de parcs technologiques, l'Inde est devenu un exportateur mondial de services des TIC de premier plan. Les exportations indiennes de TIC ont totalisé 103 milliards de dollars EU en 2014, et l'ensemble du secteur a représenté 9,5% du PIB de l'économie. Le secteur indien des TIC, qui emploie environ 3,5 millions d'indiens, a créé de nombreux emplois pour les femmes et dans les villes périphériques (Hoekman et te Velde, 2017).

Services financiers au Kenya

Le Kenya constitue un exemple pertinent de pays en développement qui a utilisé le commerce des services dans le contexte de l'ouverture ou de la libéralisation du commerce pour développer son secteur des services financiers. Grâce à une ouverture accrue dans le secteur financier, à l'établissement de hubs financiers diversifiés, à des avancées technologiques dans la technologie mobile et à une modification du régime fiscal, le Kenya a développé son secteur financier, stimulé le commerce des services financiers et il est devenu un chef de file régional et une plaque tournante pour les services financiers. La participation de banques étrangères, associée à une réglementation solide, a été un moteur important. À la fin de 2017, le secteur bancaire kényan comprenait 42 banques

commerciales, dont 15 étaient à capitaux entièrement étrangers et représentaient 30,1% des actifs bancaires totaux (OMC, 2019). Exploitant le potentiel des services bancaires dans leur propre région, les banques et établissements financiers kényans ont mené une expansion dynamique ces dernières années, neuf banques exploitant des filiales dans d'autres pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). De 2011 à 2016, le nombre de succursales de banques kényanes à l'étranger est passé de 211 à 297 (OMC, 2019).

Cette transformation a permis au Kenya de créer des emplois hautement qualifiés et bien rémunérés dans le secteur financier. En outre, les réformes kényanes ont fait des services financiers une part importante de l'économie, puisque le secteur représente désormais 2,8% de l'emploi formel total au Kenya et 4,6% des exportations totales de services (Hoekman et te Velde, 2017). Un facteur important dans la réussite du Kenya en matière d'expansion de l'inclusion financière a été le développement du secteur de la banque mobile. M-PESA, une filiale de Safaricom, reste l'acteur principal, avec 19 millions d'utilisateurs et des transactions d'environ 150 millions de dollars EU par jour. Les services proposés ont été élargis pour inclure les prêts et les produits d'épargne (OMC, 2019).

Services de santé, services touristiques et services financiers à Maurice

Maurice a réduit les obstacles au commerce des TIC et connu des effets bénéfiques similaires à ceux de l'Inde. Grâce à l'ouverture de la réglementation dans ce secteur, Maurice est devenue plus efficace et compétitive sur le plan international dans le domaine des services des TIC. La valeur des exportations de TIC est passée de 0,3 milliard de dollars EU en 2005 à 1,3 milliard de dollars EU en 2015, et la part des services des TIC dans les services totaux exportés a doublé, passant de 18,5% à 37% sur la même période (Hoekman et te Velde, 2017).

Maurice a également investi massivement dans l'appui aux infrastructures, en créant des installations de santé, afin de promouvoir le tourisme de santé. Ces investissements ont multiplié par 15 le nombre de patients étrangers recevant des soins de santé à Maurice. L'objectif du gouvernement est de faire passer le nombre de patients étrangers à 100 000 d'ici à 2020, ce qui accroîtrait les revenus du secteur du tourisme de santé, qui s'élèveraient à environ 1 milliard de dollars EU (Commission du commerce international des États-Unis (USITC), 2015).

En plus des efforts qu'elle a déployés pour promouvoir ses secteurs des TIC et du tourisme de santé, Maurice a également misé sur l'exportation de services financiers

comme vecteur de la croissance économique. Maurice a introduit les services bancaires offshore en 1988, dans l'espoir de transformer l'économie en plate-forme pour la finance internationale. Cela a joué un rôle crucial dans le développement du secteur des services financiers du pays depuis lors. Entre octobre 2002 et 2011, plus de 20 000 sociétés se sont enregistrées dans le secteur des services bancaires offshore et, entre 1976 et 2010, le secteur tertiaire (y compris les services touristiques et les services financiers) est passé de 50% à 70% du PIB (Zafar, 2011). Le gouvernement mauricien s'attend à ce que cette part augmente encore davantage et stimule la croissance économique.

Tourisme au Mexique

Faber et Gaubert (2019) ont examiné l'impact du tourisme sur diverses localités au Mexique et sur le pays dans son ensemble. Ils constatent que les flux entrants dans le secteur du tourisme international et du tourisme intérieur entraînent des gains économiques locaux nombreux et importants dans les « régions touristiques » par rapport aux régions moins touristiques ; par exemple, une augmentation de 10% des recettes des hôtels locaux entraîne une augmentation de 2,5% de l'emploi total dans une municipalité donnée et une augmentation de 4% du PIB nominal de la municipalité. En outre, ces gains reposent en partie sur des retombées positives importantes dans le secteur manufacturier. Faber et Gaubert estiment qu'une augmentation de 10% des recettes des hôtels locaux conduit à une augmentation de 3,9% du PIB du secteur manufacturier local.

Ces retombées intersectorielles peuvent se produire par l'intermédiaire d'une variété de mécanismes. Le développement du tourisme dans un domaine accroît la demande d'autres services utilisés comme intrants dans le tourisme tels que les services juridiques, les services comptables et les services de consultation. À mesure que ces secteurs de services complémentaires se développent dans la région, les entreprises manufacturières locales peuvent utiliser ces services utilisés comme intrants pour améliorer leur propre productivité. Une hausse des recettes touristiques peut assouplir les conditions de crédit dans une région, ce qui peut aider les entreprises manufacturières à emprunter pour répondre à leur besoin en fonds de roulement. Les entreprises manufacturières de la région peuvent également bénéficier de l'accès à un ensemble plus vaste de contacts et de réseaux d'entreprises générés par le développement du secteur du tourisme. Enfin, les conditions économiques favorables existant dans les régions touristiques, générées par le développement du tourisme, peuvent amener des entreprises manufacturières provenant de régions non touristiques à s'y installer. Cela signifie que, même si le tourisme entraîne des gains considérables au niveau local, ces gains sont atténués au niveau national,

puisque la relocalisation d'entreprises manufacturières provenant de régions non touristiques dans des régions touristiques réduit les effets agglomératifs positifs du secteur manufacturier dans les régions non touristiques.⁴

Secteur de l'externalisation des fonctions de l'entreprise aux Philippines

Les Philippines constituent un autre exemple qui illustre la façon dont le commerce des services peut transformer une économie et favoriser le développement économique. Ce pays a misé sur l'externalisation des fonctions de l'entreprise, qui peut se définir comme le « transfert à des tierces parties de l'exécution de fonctions basées sur les services autrefois réalisées au sein d'une entreprise ou, plus généralement, au sein d'une organisation » (CNUCED, 2005). Cet arrangement vise les entreprises étrangères qui externalisent leurs fonctions d'entreprise en les confiant à un fournisseur de services domicilié aux Philippines, qui peut être entièrement local, entièrement étranger ou être constitué de sociétés locales ayant des partenaires étrangers. Le secteur de l'externalisation des fonctions de l'entreprise comporte plusieurs sous-secteurs : centres d'appels, services de soutien administratif, transcription de données, animation, développement de logiciels et développement en ingénierie. Il est devenu une part essentielle de l'économie des Philippines.

En 2015, le secteur de l'externalisation des fonctions de l'entreprise a généré 22 milliards de dollars EU de recettes, représenté 7,3% du PIB des Philippines et employé 1,2 million d'employés à plein temps (Price *et al.*, 2016). Le secteur de l'externalisation des fonctions de l'entreprise des Philippines a triplé sa part du marché mondial de l'externalisation des fonctions de l'entreprise, qui est passé de 4% en 2004 à 12,3% en 2014 et devrait atteindre 19% pour 2020 (Errighi *et al.*, 2016). La réussite du secteur sur le plan international tient beaucoup au fait que le pays dispose d'une main-d'œuvre jeune, instruite, ayant une bonne maîtrise de l'anglais, ainsi que d'un coût de la vie relativement faible, ce qui permet de rémunérer la main-d'œuvre à un tarif concurrentiel sur le plan international (Shead, 2017). En outre, Errighi *et al.* (2016) constatent que, compte tenu du taux de croissance du secteur de l'externalisation des fonctions de l'entreprise, ce dernier dépassera bientôt les envois de fonds de l'étranger en tant que plus grand contributeur au PIB des Philippines.

Commerce en termes de valeur ajoutée

Enfin, il est possible d'utiliser les données du commerce en valeur ajoutée pour illustrer les liens étroits, tant en amont qu'en aval, entre les exportations d'un secteur des services et de nombreux autres secteurs des marchandises et des services de l'économie nationale (voir l'encadré C.2).

Encadré C.2 : Évaluation de l'impact des exportations de services touristiques par le biais du commerce en valeur ajoutée (suite)

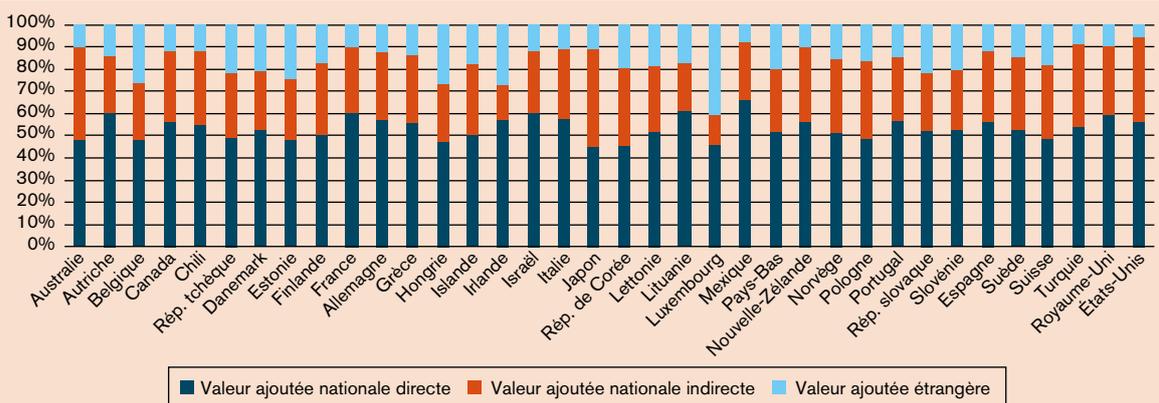
En 2015, en moyenne, dans les économies disponibles pour l'étude de l'OCDE, 1 dollar EU dépensé par un ménage non résident génèrait 0,89 cent de dollar EU de valeur ajoutée nationale et 0,11 dollar EU de valeur ajoutée étrangère. La valeur ajoutée nationale moyenne directe (c'est-à-dire, générée par les secteurs au service du tourisme) représentait 56% des dépenses touristiques totales en 2015, alors que la part des contributions indirectes (la valeur ajoutée apportée par d'autres secteurs nationaux en aval) s'élevait à 34% (voir la figure C.5). Cette figure démontre le rôle important que les chaînes d'approvisionnement nationales jouent dans la création de produits et de services achetés par les touristes. La part de valeur ajoutée nationale indirecte dans les dépenses touristiques peut varier considérablement – par exemple, elle s'élève à 14% au Luxembourg, à 42% en Australie et à 44% au Japon.

S'agissant de la valeur ajoutée étrangère dans les dépenses touristiques des non-résidents, la part la plus importante a été observée au Luxembourg (40%), qui est une économie fortement intégrée dans les chaînes de production régionales et internationales. Une décomposition de la teneur en valeur ajoutée étrangère dans les dépenses touristiques par origine géographique met en relief les chaînes d'approvisionnement régionales pour les marchandises et les services vendus par le secteur du tourisme. Par exemple, dans le cadre des activités liées au tourisme dans les pays de l'Union européenne, la plupart des intrants étrangers proviennent d'autres pays d'Europe.

Si l'on examine l'origine de la teneur en valeur ajoutée nationale indirecte des dépenses touristiques, ces nouveaux résultats font ressortir le rôle prédominant joué par les secteurs des services, en particulier les contributions majeures des secteurs de la distribution, du transport et des services fournis aux entreprises, comme le montre la figure C.6.

Figure C.5 : Les chaînes d'approvisionnement nationales jouent un rôle important dans les produits et les services achetés par les touristes

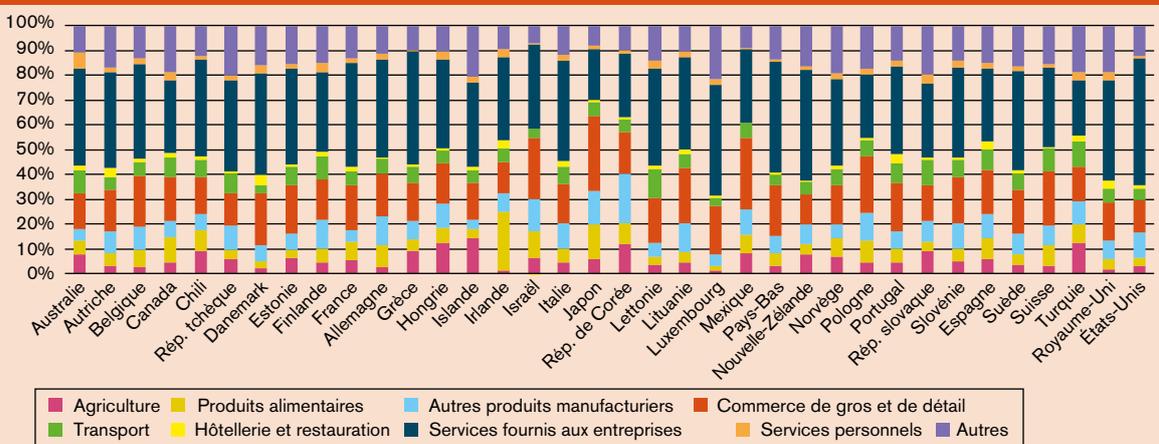
Éléments de valeur ajoutée dans les dépenses touristiques, en 2015 (part en pourcentage dans les dépenses touristiques)



Source : Base de données des tableaux internationaux des entrées-sorties 2018 de l'OCDE.

Figure C.6 : D'autres secteurs des services apportent des contributions majeures au tourisme

Part des dépenses touristiques dans la teneur en valeur ajoutée nationale indirecte totale, en 2015



Source : Base de données des tableaux internationaux des entrées-sorties 2018 de l'OCDE.

(c) Gains de bien-être tirés du commerce des services

La section précédente fournit des éléments utiles qui montrent de quelle façon le commerce des services améliore la croissance économique et les résultats en matière de développement. Toutefois, comme l'étude de cas concernant le Mexique le laisse entendre (voir la page 64), il est possible que ces résultats ne donnent qu'un aperçu partiel de l'effet sur l'ensemble de l'économie. Pour se prononcer de façon définitive sur les avantages que procure une augmentation du commerce des services, nous avons besoin d'une évaluation de la façon dont ces changements se déroulent dans l'ensemble de l'économie et affectent le bien-être du consommateur moyen. En termes simples, le bien-être économique renvoie au bien-être qui découle de la consommation de tous les biens et services qu'une économie produit. Pour une quantité fixe de ressources (terre, capital et main-d'œuvre), plus les ressources seront allouées de manière efficace et affectées aux utilisations les plus productives, plus le niveau de production et de consommation sera élevé et plus le bien-être économique sera important. Ainsi, les calculs qui sont effectués et analysés dans la présente sous-section reflètent la façon dont un accroissement du commerce des services peut générer ces avantages.

Chadha *et al.* (2000) étudient l'impact d'une réduction de 33% des équivalents tarifaires des obstacles aux services sur un échantillon de 15 économies en développement et 5 économies développées. Le gain de bien-être estimé est de 2% pour les pays développés et de 2,5% pour les pays en développement.

Konan et Maskus (2006) utilisent un modèle d'équilibre général calculable (EGC) pour étudier les effets potentiels d'une élimination des obstacles au commerce des services en Tunisie. Le bien-être et le PIB augmentent tous deux de plus de 7%, soit trois fois plus que les gains estimés tirés de la libéralisation du commerce des marchandises. Les trois-quarts des gains découlant de la libéralisation du commerce des services proviennent de l'ouverture de la présence commerciale. Cette libéralisation augmente le revenu des ménages de 4%, tandis que l'ouverture de la fourniture transfrontières augmente le revenu des ménages de 1%.

Rutherford *et al.* (2006) utilisent un modèle d'EGC pour évaluer l'impact global de l'accession de la Russie à l'OMC. Selon leurs calculs, les gains découlant de l'ouverture de l'IED représentent environ 70% de tous les gains découlant de l'accession du pays à l'OMC.

Dans une autre étude basée sur un EGC, Francois *et al.* (2003) font une estimation des avantages économiques globaux découlant d'une conclusion réussie du Cycle de Doha. Dans leur scénario, ils se basent sur l'hypothèse d'une réduction de 50% des « équivalents tarifaires » rencontrés dans le commerce des services.⁷ Ils constatent que les services sont une importante source de gains, qui représente plus de 50 milliards de dollars EU dans le monde, les gains les plus importants revenant à l'Inde et aux États-Unis.

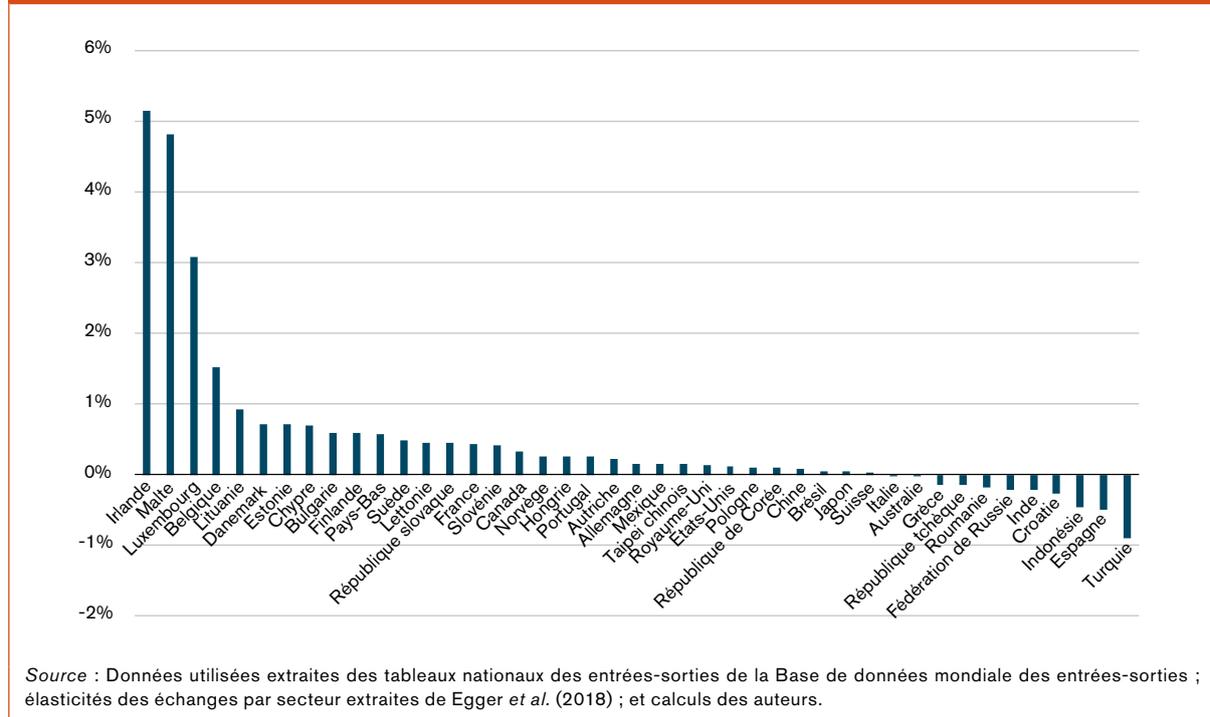
Enfin, une étude récente d'Atkin *et al.* (2018) a constaté que l'entrée de supermarchés étrangers dans le secteur mexicain de la vente au détail avait entraîné des gains de bien-être nombreux et importants pour le ménage moyen, équivalant à 6% du revenu initial du ménage. Ces gains de bien-être découlaient des réductions des prix de détail à la fois dans les magasins des supermarchés étrangers et dans ceux de leurs concurrents nationaux, de la disponibilité de nouvelles variétés de produits et des différentes commodités en matière d'achats offertes par les détaillants étrangers. Un point faible, toutefois, était que les gains de bien-être étaient concentrés entre les ménages les plus aisés parce que ces ménages accordent une plus grande valeur à la variété des produits et aux commodités en matière d'achat offertes par les détaillants étrangers.

Pour compléter ce bref examen de la littérature, la section suivante utilise les résultats d'une étude récente sur les coûts du commerce réalisée par Egger *et al.* (2018) et la méthode de calcul des gains de bien-être tirés du commerce proposée par Arkolakis *et al.* (2012) pour fournir des calculs des avantages tirés du commerce transfrontières des services (voir l'encadré C.3 pour une explication plus technique de la méthode et des données utilisées pour les calculs). La méthode d'Arkolakis *et al.* est pratique parce que les auteurs sont en mesure de démontrer que, pour un sous-ensemble important de modèles commerciaux, les gains de bien-être tirés du commerce peuvent être calculés à partir d'un nombre très limité de données statistiques. Toutefois, l'approche d'Arkolakis *et al.* (2012) n'est pas sans détracteurs, ces derniers alléguant que cette méthode exclut certaines possibilités de gains commerciaux éventuels et sous-estime donc les gains tirés du commerce. Par exemple, la méthode ne tient pas compte de la mesure dans laquelle l'ouverture du commerce affecte les décisions des entreprises d'entrer sur le marché intérieur ou sur les marchés d'exportation ou d'en sortir, décisions qui ouvrent une autre possibilité de gains de bien-être (Melitz et Redding, 2015).

Les résultats des calculs sont présentés dans la figure C.7, qui montre les modifications du bien-être générés par le commerce transfrontières des

Figure C.7 : Au cours de la dernière décennie, de nombreuses économies ont enregistré des gains de bien-être tirés d'une augmentation du commerce transfrontières des services

Gains de bien-être tirés du commerce transfrontières des services, variation totale en pourcentage sur la période 2000-2014



services entre 2000 et 2014. Ces modifications vont d'une baisse de 0,9% en Turquie à une augmentation de 5,1% en Irlande. La moyenne simple ou non pondérée des gains de bien-être tirés du commerce des services pendant cette période s'élève à 0,5%. Ce n'est probablement pas une coïncidence si les trois économies qui ont enregistré les gains de bien-être les plus importants pendant cette période sont l'Irlande, le Luxembourg et Malte. La part déjà élevée des importations de services dans ces pays s'est considérablement accrue entre 2000 et 2014. Pour l'Irlande, elle est passée de 23,6% à 39,8%, pour le Luxembourg de 41,3% à 48,2% et pour Malte de 31,3% à 40,5%.

Si l'on considère les 43 économies de la figure C.7 en 2014, la moyenne simple de la part des importations de services est seulement de 9,8%, contre 48,4% pour les marchandises. En d'autres termes, les échanges transfrontières de services ne représentent qu'un cinquième des échanges transfrontières de marchandises. Ces calculs laissent entendre qu'une augmentation de l'échangeabilité transfrontières peut libérer des gains de bien-être potentiellement importants pour de nombreuses économies.

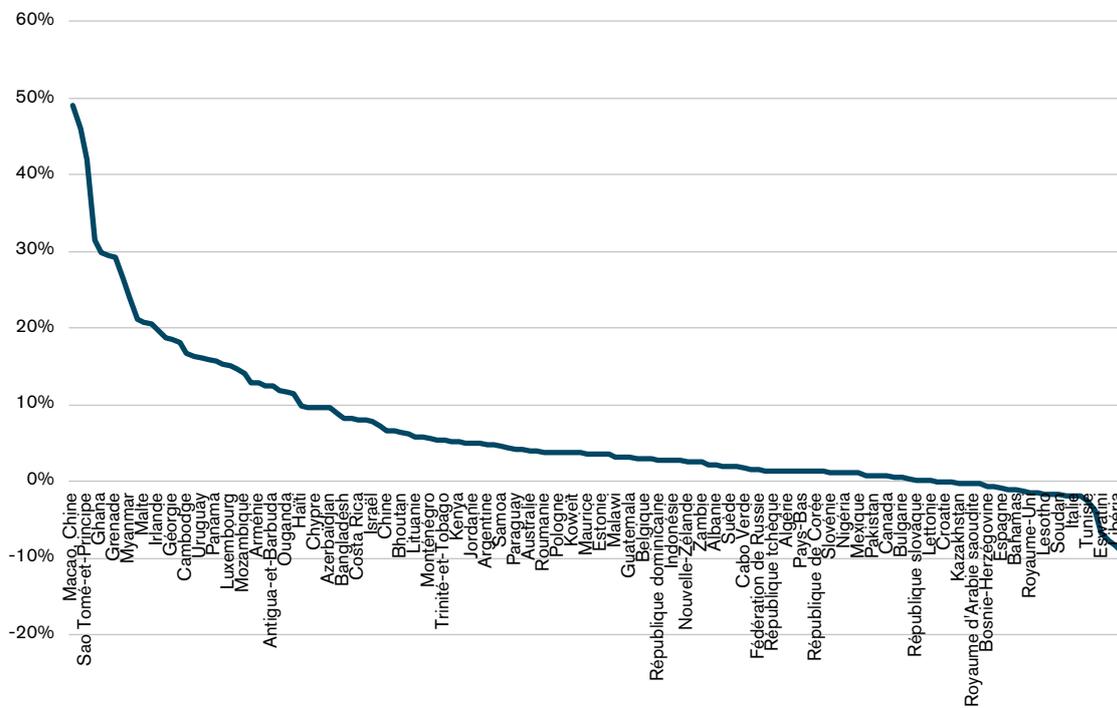
Les critiques formulées à l'égard d'Arkolakis *et al.* (2012) et le fait que les données de la Base de données

mondiale des entrées-sorties (WIOD) ne couvrent que le commerce suivant les modes 1 et 2 de l'AGCS (voir Timmer, Dietzenbacher *et al.* 2015) laissent entendre qu'il est préférable de considérer les calculs comme des estimations basses des gains de bien-être tirés du commerce transfrontières des services. Sur cette base, il est important de prendre en considération d'autres approches qui compléteront ces résultats. Si l'on fait fond sur de récents travaux de Feyrer (2019), il est possible de parvenir à un autre ensemble de calculs qui tranche avec les résultats présentés dans la figure C.7. Feyrer constate que le commerce a un effet positif et causal important sur le PIB par habitant avec une élasticité d'environ un demi – en d'autres termes, une augmentation des échanges d'une économie de 1% entraînera une augmentation du PIB par habitant de cette économie de 0,5%. Il est possible d'utiliser cette estimation de l'élasticité pour calculer l'augmentation du PIB par habitant entre 2000 et 2014 découlant du commerce des services pour 148 économies. Bien qu'une variation du PIB par habitant ne soit pas identique à une variation du bien-être, les deux sont néanmoins susceptibles d'être étroitement corrélées.

Les résultats des calculs apparaissent dans la figure C.8. Pendant la période 2000-2014, le commerce transfrontières des services a entraîné une

Figure C.8 : Au cours de la dernière décennie, le PIB par habitant de nombreuses économies a augmenté du fait d'un accroissement du commerce transfrontières des services

Variation totale en pourcentage du PIB par habitant due au commerce transfrontières des services pendant la période 2000-2014



Source : Données extraites des Indicateurs du développement dans le monde et calculs des auteurs.

augmentation moyenne du PIB par habitant de 6,3% pour les économies de l'échantillon. Il convient de noter que ceux qui en ont retiré le plus d'avantages sont les pays en développement et les PMA (par exemple Macao, Chine ; Sao Tomé-et-Principe ; Timor-Leste). Étant donné que ces économies ne font pas partie de la base de données WIOD, il n'a pas été possible de les inclure dans cette analyse et donc de les identifier comme des économies dont le bien-être a le plus augmenté pendant la période 2000-2014. Toutefois, il convient de noter que certaines des économies qui sont reconnues comme enregistrant les plus grandes augmentations du revenu par habitant tirées du commerce des services, tels que l'Irlande, le Luxembourg et Malte, sont également celles qui ont été identifiées comme ayant gagné le plus en termes de bien-être dans la figure C.7. Cela donne un certain degré de confiance quant à la fiabilité des deux méthodes, puisque même si l'importance des gains varie en valeur absolue, ce qui est compréhensible étant donné que la figure C.7 examine le bien-être et la figure C.8 le PIB par habitant, l'ordre des économies retirant le

plus d'avantages dans chaque cas est relativement semblable.

L'examen de la littérature disponible et nos propres calculs des gains tirés du commerce des services donnent un éventail relativement limité de résultats possibles (voir le tableau C.1). La littérature sur les modèles d'EGC laisse entendre que les gains de bien-être tirés de l'ouverture du commerce des services vont de 2% à 7%. L'utilisation du cadre d'Arkolakos *et al.* (2012) et des estimations des élasticités des échanges réalisées par Egger *et al.* (2018) semblerait indiquer que l'augmentation des flux d'échanges de services entre 2000 et 2014 a apporté en moyenne des gains de bien-être de 0,5% aux 43 économies incluses dans la base de données WIOD. Enfin, si l'on utilise l'estimation de l'élasticité des échanges par rapport au PIB par habitant de Feyrer (2019), on obtient des calculs des avantages tirés du commerce des services qui représentent une augmentation moyenne du PIB par habitant de 6,3% pendant la même période pour quelque 148 économies.

Encadré C.3 : Méthodes utilisées pour les calculs du bien-être

Pour compléter l'analyse figurant dans le corps du texte, des détails techniques additionnels sur les approches utilisées pour les calculs du bien-être dans la section C sont fournis dans le présent encadré.

Méthode et données utilisées par Arkolakis et al. (2012)

L'un des principaux résultats établis par Arkolakis *et al.* (2012) est que, pour un important sous-ensemble de modèles commerciaux, les gains de bien-être tirés du commerce peuvent être calculés à partir d'un nombre très limité de données statistiques. Dans le cas le plus simple (un seul secteur, pas de biens intermédiaires et une situation de concurrence parfaite), les gains de bien-être dépendent seulement de la part des dépenses consacrées aux biens nationaux et de l'élasticité des échanges. L'élasticité des échanges mesure l'ampleur de la diminution des échanges lorsque les coûts variables du commerce augmentent de 1%. Arkolakis *et al.* (2012) proposent également d'autres méthodes pour calculer les gains de bien-être tirés du commerce lorsque l'économie est constituée de plusieurs secteurs ou lorsqu'il existe à la fois des produits finals et des produits intermédiaires. Aux fins des calculs réalisés dans le présent rapport, la formule utilisée correspond à celle applicable à une économie constituée de plusieurs secteurs, afin qu'il soit possible d'établir une distinction entre les gains découlant du commerce des services et ceux découlant du commerce des marchandises. Dans une situation de concurrence parfaite, les gains de bien-être tirés du commerce pour un pays j sont donnés par la formule ci-après :

$$\widehat{W}_j = \prod_{s=1}^S (\hat{\lambda}_{jj}^s)^{\eta_j^s / \varepsilon^s}$$

où \widehat{W}_j est la variation en pourcentage du bien-être tiré du commerce dans le pays j pendant une période donnée ; S le nombre total de secteurs (marchandises et services confondus) ; $\hat{\lambda}_{jj}^s$ la variation en pourcentage de la part des dépenses consacrées aux marchandises ou aux services nationaux dans le secteur s ; η_j^s la part de la consommation du secteur s dans le pays j ; et ε^s l'élasticité des échanges dans le secteur s .

La méthode nécessite l'utilisation d'élasticité des échanges par secteur. Heureusement, Egger *et al.* (2018) ont fait des estimations de ces élasticité des échanges par secteur pour quelques 40 économies incluses dans la version 2013 de la WIOD. Ils établissent des estimations des élasticité des échanges pour 35 secteurs correspondant aux secteurs de la WIOD qui sont classés suivant la troisième révision de la Classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique (CITI Rev.3 – la CITI étant une classification type des activités économiques de la Division de statistique de l'ONU). Dans cette classification, 16 secteurs sont considérés comme étant des secteurs des marchandises et 19 secteurs comme des secteurs des services. Pour les calculs du bien-être, nous utilisons la version 2016 de la base de données WIOD, qui utilise la classification CITI Rev.4. La table de concordance élaborée par Gouma *et al.* (2018) est utilisée pour établir la correspondance entre les élasticité des échanges calculées pour les 35 secteurs considérés avec les secteurs correspondants dans la version 2016 de la base de données WIOD. Cette base de données inclut des données couvrant les années 2000 à 2014. Il est également important de noter que le commerce des services dans la base de données ne couvre que le commerce des services suivant les modes 1 et 2 de l'AGCS (Timmer *et al.*, 2015) et que les calculs sous-estimeront donc les gains tirés du commerce des services.

Comme cela a été indiqué précédemment, il existe une autre façon de calculer les gains de bien-être tirés du commerce qui établit une distinction entre le commerce des biens intermédiaires et celui des biens finals. Dans une situation de concurrence parfaite, il convient d'utiliser la formule ci-après :

$$\widehat{W}_j = (\hat{\lambda}_{jj})^{1/\varepsilon\beta}$$

où β est la part des biens intermédiaires dans le coût de production. Un avantage de cette approche est que les élasticité des échanges estimées par Egger *et al.* (2018) sont basées sur des données concernant les échanges de biens intermédiaires. Malheureusement, cet autre calcul part du principe qu'il n'existe qu'un seul produit composite dans l'économie, qui est une combinaison de services et de marchandises. Comme on peut l'observer d'après l'absence d'indice s identifiant le secteur dans la formule, il n'est pas possible d'établir une distinction entre les gains de bien-être tirés du commerce des services, qui font l'objet de notre intérêt, et les gains de bien-être tirés du commerce d'une manière générale.

Encadré C.3 : Méthodes utilisées pour les calculs du bien-être (suite)*Méthode de Feyrer (2019)*

Sur le plan technique, la méthode de Feyrer n'est pas un calcul qui porte sur les gains de bien-être. Elle examine plutôt la relation entre des modifications des flux commerciaux et des variations de revenu. Étant donné qu'une augmentation de revenu est également censée accroître le bien-être, l'approche offre un complément utile au calcul du bien-être proposé par Arkolakis *et al.* (2012). À la suite d'une précédente étude de Frankel et Romer (1999), Feyrer entreprend d'établir une relation de causalité entre le commerce et le revenu. Comme cela est bien connu dans la littérature considérée, il est probable qu'il existe une causalité bidirectionnelle entre le commerce et le revenu. Ainsi, pour établir un lien de causalité entre le commerce et le revenu, il est nécessaire de trouver une variable quelconque qui soit liée au commerce mais pas au revenu. Feyrer choisit comme variable les améliorations de la technologie aéronautique qui ont fait augmenter la quantité des échanges mondiaux effectués par voie aérienne au fil du temps, en particulier entre paires de pays ayant des routes aériennes relativement courtes par rapport aux routes maritimes. Utilisant cet « instrument », et évitant ainsi le piège de l'endogénéité tant du commerce que du revenu, Feyrer conclut que le commerce a un effet causal sur le PIB par habitant avec une élasticité d'environ un demi. En d'autres termes, une augmentation des échanges d'une économie de 1% entraînera une augmentation du PIB par habitant de cette économie de 0,5%. Cette estimation de l'élasticité est utilisée pour calculer l'augmentation du PIB par habitant liée au commerce des services entre 2000 et 2014, dans quelques 148 économies.

Tableau C.1 : Gains de bien-être (PIB par habitant) tirés du commerce des services

| Source de l'estimation | Éventail ou moyenne | Remarques |
|---|---------------------|--|
| Littérature sur les modèles d'EGC | Entre 2% et 7% | |
| Calculs personnels | Moyenne : 0,5% | Pays considérés : 43 économies Période : 2000-2014 |
| a) Méthode d'Arkolakis <i>et al.</i> (2012) | | |
| b) Méthode de Feyrer (2019) | Moyenne : 6,3% | Pays considérés : 148 économies Période : 2000-2014 |

2. Le commerce des services stimule la compétitivité des entreprises

La présente section examine les nombreux mécanismes par l'intermédiaire desquels le commerce des services, qui comprend les quatre modes de fourniture de l'AGCS, peut avoir une influence sur la capacité des entreprises à entrer en concurrence au niveau international. La compétitivité sur le plan international peut se définir au sens large comme la capacité d'une entreprise à fournir des produits et des services de façon plus efficace et plus efficiente que les concurrents étrangers. Cette capacité dépend des coûts et des prix relatifs, de la productivité et d'autres types de résultats internationaux d'une entreprise. La présente section examine l'effet direct et indirect que le commerce des services dans un secteur particulier engendre sur les entreprises de services dans tous les secteurs et l'effet indirect que le commerce des services engendre sur les entreprises manufacturières, parce que les services sont utilisés comme intrants dans le processus de fabrication et peuvent également inclure le produit final.

(a) Effet direct et indirect sur la compétitivité des entreprises de services

Le commerce des services peut déterminer la compétitivité des entreprises par l'intermédiaire de plusieurs mécanismes. Un mécanisme important et direct qui montre cet impact est l'effet positif que le commerce des services a sur la productivité des entreprises de services. La littérature sur le commerce international et la productivité des entreprises s'est développée depuis que Bernard et Jensen (1995) ont documenté des différences intrasectorielles importantes entre exportateurs de produits manufacturés et non-exportateurs. Ils ont constaté que les entreprises ayant un niveau de productivité plus élevé étaient davantage susceptibles de participer aux échanges. D'autres études ont élargi l'analyse du commerce et de la productivité au secteur des services, montrant une corrélation positive entre la participation au commerce des services et la productivité des entreprises dans presque chaque

économie étudiée ; voir, par exemple, Breinlich et Criscuolo (2011) pour les entreprises britanniques, Kelle *et al.* (2013) pour les entreprises allemandes et Malchow-Møller *et al.* (2015) pour les entreprises belges. Temouri *et al.* (2013), utilisant des données au niveau des entreprises de sociétés fournissant des services aux entreprises au Royaume-Uni, en France et en Allemagne, ont également constaté que les entreprises tournées vers l'exportation étaient plus productives que les entreprises non exportatrices, d'après la mesure de la valeur ajoutée par employé. Enfin, Morikawa (2018) a constaté que le niveau de productivité totale des facteurs des entreprises exportatrices japonaises était de 17% plus élevé pour les entreprises de services exportatrices que pour les non-exportatrices.

D'après Nielsen et Taglioni (2004), le mécanisme par lequel l'ouverture du commerce des services affecte de manière positive la productivité des entreprises est l'accroissement de la rentabilité de la production qui découle de la concurrence des importations. Les économies d'échelle résultant de l'accès à des possibilités d'exportation accrues jouent un rôle mineur par comparaison, même s'il est empiriquement observable. D'après Robinson *et al.* (2002), l'ouverture du secteur des services entraîne aussi des transferts de technologie des pays développés vers les pays moins développés, ce qui accroît la productivité.

La capacité des entreprises de services à entrer en concurrence sur le plan international dépend également en partie de leur rentabilité, notamment lorsqu'elles incorporent des services utilisés comme intrants. De nombreux services entrent comme intrants dans la production de services. Miroudot *et al.* (2013) constatent que les coûts du commerce en ce qui concerne les services sont bien plus élevés qu'en ce qui concerne les marchandises, et cela est exposé de façon plus détaillée dans la section D. Les auteurs constatent l'existence de données économétriques qui montrent que les secteurs des services qui font face à des coûts du commerce plus faibles, que ce soit pour importer ou pour exporter, ont tendance à être plus productifs et à enregistrer une croissance de la productivité plus élevée que les concurrents. Ils confirment également que les résultats d'une entreprise reposent sur le rapport coût-efficacité de l'environnement général du secteur des services dans lequel l'entreprise mène ses activités, que ces services soient incorporés dans le processus de production en tant qu'intrants directs ayant un effet sur le coût marginal de production (tels que les frais d'électricité ou de télécommunication) ou ayant un effet indirect (par l'intermédiaire des systèmes d'éducation, de santé ou de transport) sur

la compétitivité des entreprises dans une économie tout entière. La contribution de ces services d'infrastructure est reconnue par la littérature, comme cela est indiqué dans la section C.1, bien que leur contribution au niveau des entreprises soit plus difficile à évaluer.

(b) Effet indirect sur la compétitivité des entreprises manufacturières

En plus de son impact sur les entreprises de services, le commerce des services peut également stimuler la compétitivité des entreprises en accroissant la compétitivité des entreprises manufacturières. Cet effet indirect du commerce des services est particulièrement pertinent parce que les services sont amplement utilisés en tant qu'intrants dans le processus manufacturier. Jones (2011) explique en quoi la productivité dans le secteur manufacturier dépend de la disponibilité d'intrants de haute qualité. Ainsi, des améliorations de la qualité des services en amont peut entraîner une augmentation de la productivité manufacturière en aval grâce à de meilleurs intrants. En outre, le commerce est un mécanisme important pour améliorer les intrants dont dispose une entreprise manufacturière soit en abaissant le prix des intrants, soit en augmentant la variété des intrants disponibles (Topalova et Khandelwal, 2011). D'après Bourlès *et al.* (2013), les améliorations des services peuvent revêtir quatre formes :

- i) disponibilité de nouveaux services ;
- ii) élargissement de services existants à des régions qui n'en disposaient pas ;
- iii) amélioration de services existants qui réduisent les coûts de production ; et,
- iv) réduction du pouvoir de marché dans le secteur des services, afin de promouvoir l'innovation et la concurrence en augmentant la qualité et la variété des services.

Il existe plusieurs études qui ont examiné le rôle des services en tant qu'intrants manufacturiers et la façon dont ils affectent le processus de production. Liu *et al.* (2018) démontrent en quoi le développement des services financiers et des services fournis aux entreprises peut constituer une source d'avantage comparatif dans le secteur manufacturier. Ils constatent que les services financiers importés peuvent compenser en partie la faiblesse du secteur des services financiers national. Les auteurs prennent en considération l'utilisation directe de ces services, ainsi que leur utilisation indirecte dans le secteur manufacturier, en tant que services incorporés dans des intrants intermédiaires. Bas et Causa (2013) corroborent la conclusion selon

laquelle les services financiers sont essentiels pour la compétitivité du secteur manufacturier et, en outre, les auteurs constatent que les gains tirés d'une infrastructure financière saine sont plus prononcés pour les entreprises qui sont plus éloignées de la frontière technologique de leur secteurs notamment dans les pays en développement. Dans une étude sur les pays de l'OCDE, Nordås et Kim (2013) constatent que la densité des services de télécommunication et la fiabilité de l'approvisionnement en électricité sont essentiels pour la compétitivité du secteur manufacturier, en particulier pour accroître le degré de différenciation des produits, les prix unitaires obtenus sur les marchés d'exportation et la durée des échanges. Utilisant l'Inde comme étude de cas, Bas (2014) constate l'existence de données empiriques montrant l'importance que revêt la fiabilité des services de télécommunication, d'électricité et de transport pour la compétitivité du secteur manufacturier.

Sur la base de données au niveau des entreprises en République tchèque, Arnold *et al.* (2011) montrent l'existence d'une relation positive entre la réforme du secteur des services et les résultats des entreprises nationales dans les secteurs manufacturiers en aval. L'ouverture des échanges dans les secteurs des services nationaux – principalement par le biais d'une présence commerciale – paraît être le principal mécanisme en vertu duquel la libéralisation des services peut contribuer à l'amélioration des résultats des secteurs manufacturiers. En outre, utilisant des données au niveau des entreprises pour la période 1993-2005, Arnold *et al.* (2016) constatent que les réformes des secteurs de la banque, des télécommunications, de l'assurance et du transport avaient toutes des effets positifs notables sur la productivité des entreprises manufacturières indiennes.

Ce résultat est corroboré par Bas (2014), qui constate que l'ouverture du secteur des services en Inde a entraîné une augmentation de 6% à 8,5% de la probabilité d'exporter pour les entreprises manufacturières, et que la réforme du secteur des services en Inde a été associée à une augmentation de 5% des parts des entreprises manufacturières dans les exportations. En outre, Francois et Woerz (2008) constatent qu'une ouverture accrue du commerce des services accroît la productivité du secteur manufacturier dans les secteurs à forte intensité de qualifications dans les économies de l'OCDE.

Fernandes et Paunov (2008) constatent que l'IED dans les services à la production, un indicateur supplétif de la présence commerciale, améliore la

productivité des entreprises manufacturières au Chili. Utilisant la Chine comme exemple, Bas et Causa (2013) constatent que si la réglementation chinoise en matière financière était améliorée de façon à atteindre le niveau moyen observé dans les économies de l'OCDE, l'économie chinoise enregistrerait une augmentation de 6,5% de la productivité du secteur manufacturier. Enfin, à un niveau plus agrégé, Amiti et Wei (2009) ont constaté que les importations de services réalisées par les pays à revenu élevé augmentaient la productivité dans les secteurs manufacturiers.

La relation entre le commerce des services et la productivité du secteur manufacturier n'est pas uniforme. L'effet positif dépend du secteur dans lequel évolue l'entreprise manufacturière et du niveau de revenu de l'économie. En termes de secteurs, Nordås et Kim (2013) constatent que les secteurs des textiles et des vêtements, de l'électronique et de l'automobile sont les secteurs manufacturiers dans lesquels les entreprises sont le plus sensible à la qualité et à la disponibilité des services. Le secteur manufacturier des vêtements est un secteur à rotation élevée et à faibles marges bénéficiaires, et la compétitivité dépend de la fiabilité des services logistiques, de transport et de voyage. L'amélioration de la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et la réduction des délais d'exportation sont importantes pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire qui souhaitent participer aux chaînes de valeur mondiales dans le secteur de l'électronique. Un approvisionnement fiable en électricité est fortement associé à des entreprises manufacturières compétitives dans tous les secteurs manufacturiers et tous les groupes de revenu.

En plus d'un approvisionnement en électricité fiable pour le secteur manufacturier de façon que les usines puissent fonctionner sans interruption, Nordås et Kim (2013) soulignent l'importance du secteur de l'électricité pour un Internet industriel qui se développe rapidement, dans le cadre duquel des capteurs surveillent et contrôlent les processus de fabrication et les systèmes de gestion de la chaîne d'approvisionnement. L'investissement dans la distribution d'électricité, par exemple dans les réseaux intelligents, est une contribution notable à la compétitivité, en particulier dans les pays à revenu élevé dans lesquels les processus technologiques et opérationnels de production sont plus sensibles aux perturbations de l'approvisionnement en électricité. L'étude constate que les industries de haute technologie utilisent davantage de services fournis aux entreprises que d'autres services, et que l'utilisation plus répandue des services fournis aux entreprises est associée à l'obtention de prix d'exportation plus élevés sur les grands marchés.

Un autre mécanisme par lequel le commerce des services peut accroître la compétitivité des entreprises est la différenciation des produits. La différenciation des produits s'entend du processus consistant à différencier un produit donné afin de le rendre plus attrayant que ses concurrents potentiels. Lorsque cela est réalisé avec succès, les consommateurs disposent d'un produit pour lequel ils sont prêts à payer une majoration de prix et les entreprises peuvent renforcer leur positionnement sur un marché donné. Des services efficaces augmentent la différenciation des produits.

En présence d'un accroissement de la concurrence étrangère, les entreprises peuvent utiliser les services pour différencier les produits en ajoutant et/ou en associant des services aux produits (Lodefalk, 2017). Les fabricants qui réussissent se distinguent des concurrents grâce à des services tels que la création de marques et la propriété intellectuelle. Ces pratiques ont été mises en évidence par Vandermerwe et Rada (1988), qui ont forgé l'expression « servicisation des entreprises » pour désigner le processus consistant à créer de la valeur en ajoutant des services aux marchandises. Ariu *et al.* (2019) étudient les complémentarités de la demande entre les marchandises et les services et la façon dont les entreprises manufacturières peuvent les exploiter pour accroître les exportations. Ils constatent que le fait d'inclure des services avec les produits permet aux entreprises manufacturières belges d'augmenter les recettes d'exportation de 25%. En outre, les entreprises étaient en mesure d'augmenter à la fois la quantité et les prix de leurs marchandises en fournissant simultanément des services, ce qui est un indicateur d'une différenciation des produits réussie.

Une façon pour les entreprises de différencier leurs produits en utilisant des services est d'adapter le produit aux besoins précis du consommateur (Nordås, 2008). L'introduction par Apple d'iTunes conjointement avec l'iPod constitue un bon exemple. D'après Amit et Zott (2012), en associant le lecteur de musique avec le service iTunes qui permettait aux consommateurs d'acheter instantanément de la musique à distance, Apple a exploité la complémentarité entre la demande d'une marchandise et la demande d'un service. Ce faisant, Apple a quasiment monopolisé le marché des lecteurs MP3, et ses revenus et le cours de son action ont considérablement augmenté après cette innovation. Sa réussite n'était pas seulement due à un nouveau dispositif matériel inventif mais était aussi imputable à un logiciel qui permettrait une relation constante avec le consommateur.

Une autre possibilité de différenciation des produits en utilisant les services est que les

entreprises ajoutent des systèmes « intelligents » qui communiquent avec le fabricant en temps réel afin de fournir une valeur additionnelle pour le client. Le fait d'améliorer des marchandises en les associant à des services « intelligents » permet aux entreprises de générer de meilleurs bénéfices grâce à la différenciation des produits (Cernat et Kutlina-Dimitrova, 2014). Un exemple pertinent est l'enceinte Echo d'Amazon, qui est fournie avec un assistant numérique. En faisant appel à l'assistant numérique d'Echo, appelé « Alexa », qui contient une technologie de reconnaissance vocale, et en lui parlant, il est possible d'accomplir des tâches telles que régler une alarme, créer un rappel pour une activité donnée, s'informer de la durée d'un trajet ou acheter une marchandise. Son et Oh (2018) constatent que ces enceintes, qui intègrent l'intelligence artificielle (IA), ont entraîné une augmentation des achats de contenus numériques. L'introduction de l'enceinte Echo a permis à Amazon de différencier son produit avec succès ; ce n'est pas seulement une enceinte mais aussi un assistant numérique qui a des capacités qui vont au-delà de celle d'un lecteur de musique traditionnel.

(c) Rôle des institutions et de l'environnement réglementaire

L'impact positif que le commerce des services peut avoir sur la compétitivité des entreprises est déterminé par la qualité des institutions⁸ et par l'environnement réglementaire dans le pays importateur. L'établissement d'un climat économique propice à l'investissement et aux entreprises peut accroître les effets positifs du commerce des services. Beverelli *et al.* (2017) expliquent en quoi la qualité des institutions d'un pays importateur détermine la mesure dans laquelle l'ouverture du commerce des services a des effets positifs sur la productivité de son secteur manufacturier. Beverelli *et al.* constatent qu'une réduction identique de la restrictivité des échanges de services au Canada et en Tanzanie augmenterait la productivité du secteur manufacturier de 16,7% au Canada contre seulement 3,9% en Tanzanie. La capacité des économies à mettre en place des politiques réglementaires intérieures qui complètent l'ouverture du commerce des services est une source d'avantage comparatif pour les produits manufacturés en aval (Van der Marel, 2014).

La pertinence d'institutions de qualité pour déterminer les avantages tirés du commerce des services transparaît dans l'impératif de proximité. Alors qu'une marchandise peut être produite au Pakistan et vendue en Suède, ce n'est pas nécessairement le cas pour les services parce que, généralement, ils sont non stockables (Parry *et al.*, 2011). Par conséquent,

le fournisseur de services et le consommateur de services doivent être à proximité immédiate l'un de l'autre pour que les échanges de services aient lieu. Cette réalité devient une évidence lorsque l'on reconnaît que la majorité du commerce des services s'effectue principalement par l'intermédiaire du mode 3 (établissement d'une présence commerciale sur le marché de destination). Andrenelli *et al.* (2018) confortent la pertinence d'un impératif de proximité ; ils constatent que la plupart des services utilisés comme intrants dans le secteur manufacturier sont situés dans le pays de production. La qualité des institutions a une incidence sur le commerce des services du fait de l'impératif de proximité par l'intermédiaire de deux mécanismes distincts.

Lorsqu'une entreprise décide d'exporter ou non des services à destination d'un pays donné, sa décision d'entrer sur le marché dépend de la qualité des institutions du marché importateur. Si la qualité des institutions est faible, cela peut dissuader les entreprises d'entrer sur ce marché donné, ces institutions ont donc un effet *ex ante* (c'est-à-dire avant le fait) sur la décision commerciale des entreprises. Des modèles théoriques expliquant les décisions d'exportation d'une entreprise multinationale, en tant que fonction des différences en matière d'institutions au niveau des pays, sont élaborés dans Antras et Helpman (2004) et dans Grossman et Helpman (2005). En règle générale, une meilleure gouvernance économique et un meilleur environnement réglementaire contribuent à des institutions de qualité (Fiorini et Hoekman, 2017). En particulier, une meilleure gouvernance économique fait qu'un plus grand nombre de sociétés exportatrices établissent des sociétés affiliées dans les pays étrangers (Bernard *et al.*, 2010). Ainsi, l'impératif de proximité associé au commerce des services suivant le mode 3 a un effet *ex ante* sur la décision d'une entreprise d'exporter ou non à destination d'un pays donné, qui dépend de la qualité des institutions du pays importateur.

Une fois qu'une entreprise a pris la décision d'exporter à destination d'un pays donné, la qualité des institutions du pays importateur détermine la rentabilité de l'entreprise parce que c'est là que la demande se trouve et que le service est fourni. Il existe plusieurs études qui établissent un lien entre la productivité des entreprises et leur environnement institutionnel. Gaviria (2002), utilisant une étude de cas portant sur l'Amérique latine, explique de quelle manière la corruption et la criminalité peuvent réduire la compétitivité des entreprises. Dollar *et al.* (2005) examinent l'impact du climat de l'investissement sur les résultats des entreprises en Asie du Sud. Les auteurs constatent que les conditions qui nuisent au climat de l'investissement – par exemple des coupures

d'électricité ou des délais importants pour établir une liaison téléphonique – ont un effet négatif sur la productivité des entreprises et les rendements des facteurs (salaires en ce qui concerne la main-d'œuvre et loyers en ce qui concerne le capital). Lensink et Meesters (2014) analysent en quoi des institutions bien développées permettent un fonctionnement efficace des banques commerciales. Borghi *et al.* (2016) constatent que la productivité des entreprises d'électricité dans l'Union européenne est corrélée de manière positive avec des institutions de qualité.

Les institutions affectent également la structure du marché et donc le degré de concurrence sur les marchés. Francois et Wooton (2001) examinent en quoi la structure du marché a une incidence sur la répartition des gains provenant de l'ouverture du commerce dans le secteur du transport. Ils montrent qu'en Amérique latine, en Asie du Sud, ainsi qu'en Afrique subsaharienne et en Afrique australe, les effets d'une libéralisation complète dans le secteur maritime dépendent de façon déterminante du degré de concurrence. Un secteur plus concurrentiel se traduit par une part de gains tirés de la libéralisation du commerce plus élevée pour les consommateurs et les producteurs que pour les compagnies maritimes et les cartels.

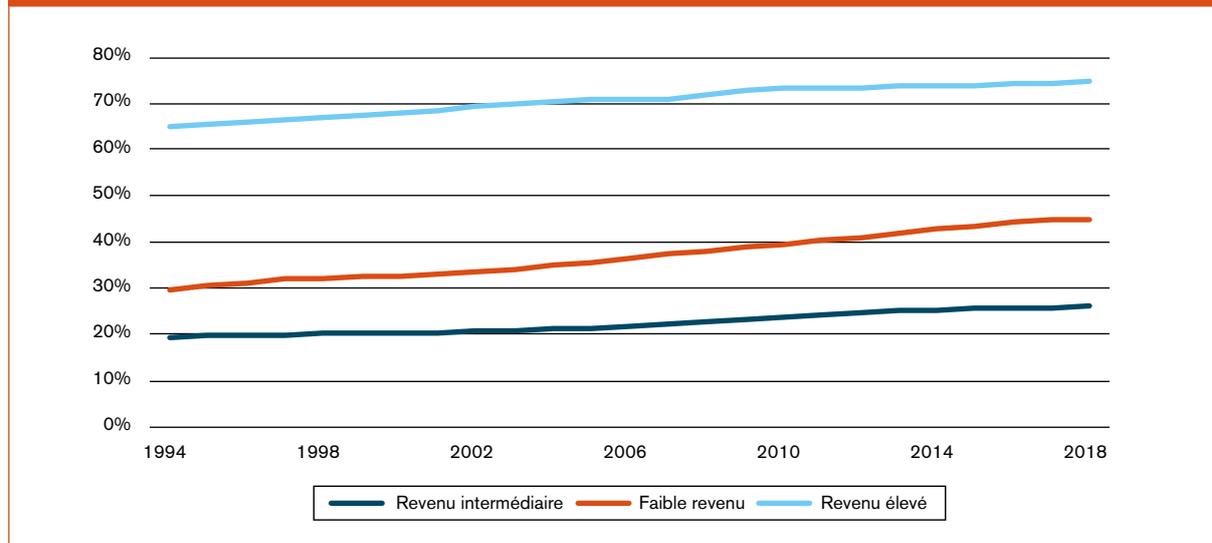
3. Manière dont le commerce des services affecte l'emploi et l'inclusion

Le commerce des services a connu un développement rapide au cours des dernières décennies, principalement grâce aux progrès technologiques et à l'ouverture du commerce. La section B a démontré que la valeur du commerce des services avait quasiment doublé entre 2005 et 2017. Pour les économies ayant un avantage comparatif dans le secteur des services, cela signifie que le nombre d'emplois dans les entreprises exportant des services a augmenté. Par exemple, aux États-Unis, le nombre d'emplois liés aux exportations de services a augmenté de 40% entre 2005 et 2015, d'après la base de données sur les échanges en emploi (EeE) de l'OCDE. En outre, le commerce des services permet aux entreprises d'importer des fonctions entières de l'entreprise, de la comptabilité aux services informatiques. Même des projets de faible valeur sont négociés via des plates-formes telles qu'Upwork ou MTurk d'Amazon, qui facilitent les transactions entre clients et fournisseurs de services dans différentes économies.

Cela génère des avantages considérables pour les entreprises et les consommateurs sous la forme de

Figure C.9 : La part des services dans l'emploi total est en augmentation dans le monde

Emploi dans le secteur des services en part de l'emploi total, 1994-2018



Source : ILOSTAT. Catégories de revenu selon la Banque mondiale.

prix plus bas et d'une offre de produits plus variée. La section C.2 a conclu que le commerce des services pouvait considérablement doper la productivité des entreprises qui utilisent des services comme intrants, et qu'il augmentait la qualité des facteurs de production en améliorant l'éducation et les résultats des marchés financiers. La section C.2 a également fourni des éléments qui montrent que le commerce des services améliore le bien-être, le revenu et la croissance.

En outre, dans le monde, la part de l'emploi dans les services dans l'emploi total augmente. Les mutations structurelles dues à l'innovation, à l'évolution démographique, à la hausse des revenus et à d'autres facteurs (voir la section D) continuent d'attirer des travailleurs dans le secteur des services, comme le montre la figure C.9. Cela signifie que, par exemple, dans les économies à revenu élevé, le commerce des services a le potentiel d'être bénéfique pour une part plus importante de travailleurs que le commerce des marchandises et, dans les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire, pour une part croissante de travailleurs.

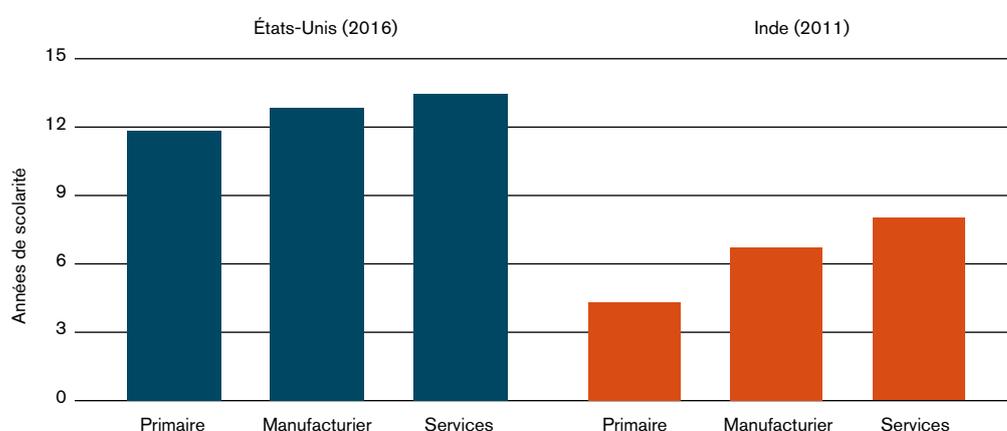
Ces avantages potentiels contrastent avec les préoccupations au sujet des impacts du commerce des services sur le marché du travail dans les économies développées. Selon une vue largement répandue, suscitée par plusieurs estimations hautes du nombre d'emplois délocalisables, la délocalisation des services, c'est-à-dire l'importation de services

qui étaient auparavant produits en interne, pourrait occasionner des pertes d'emplois considérables. Ces estimations sont généralement basées sur le contenu en tâches des emplois ou sur la possibilité de les effectuer dans un autre endroit que celui où les services sont consommés. Une étude suggère, par exemple, que presque 30% des emplois des États-Unis sont susceptibles d'être délocalisés, en particulier parce que l'évolution technologique permet aux entreprises de dissocier la livraison des services de la consommation des services et d'exploiter les différences de coût de la main-d'œuvre entre pays avancés et pays en développement (Blinder, 2009).

De la même manière, un sujet d'inquiétude est que le commerce des services, tout en créant des emplois, puisse créer une plus grande inégalité à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. Du point de vue des pays en développement, de nombreux emplois dans les services, en particulier les emplois dans les services à forte intensité commerciale, demandent relativement plus de qualifications que les emplois existants dans l'agriculture ou dans le secteur manufacturier. Cela reflète les exigences plus élevées en matière de compétences dans de nombreux services, comme le montre la figure C.10, qui indique le nombre moyen d'années de scolarité par travailleur dans le secteur primaire, le secteur manufacturier et le secteur des services pour les États-Unis et l'Inde. Toutefois, du point de vue des économies développées, un grand nombre des emplois affectés par les importations de

Figure C.10 : En moyenne, le secteur des services demande davantage d'années d'éducation

Nombre moyen d'années de scolarité des travailleurs par grand secteur, en 2016 et 2011



Source : Calculs de l'OMC sur la base de l'Integrated Public Use Microdata Series (IPUMS) pour les États-Unis en 2016 et des données du National Sample Survey Office pour l'Inde en 2011.

services, tels que la tenue de livres comptables, sont relativement moins intensifs en qualifications que les emplois liés aux exportations de services tels que les services de commercialisation ou les services de consultation. Par conséquent, il est possible que ce soit principalement les travailleurs hautement qualifiés, à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés, qui tirent profit des avantages du commerce des services.

En outre, la répartition géographique et la composition par genre du secteur des services sont différentes de celles du secteur de l'agriculture ou du secteur manufacturier. Cela ajoute un autre niveau d'inégalité potentiel. Même si la part relativement élevée de l'emploi des femmes dans le secteur des services pourrait signifier que le commerce des services contribue à réduire les écarts liés au genre en termes d'emploi et de salaires, la concentration des services dans les villes pourrait creuser le fossé entre zones urbaines et zones rurales.

La présente sous-section examine les liens entre commerce et emploi dans les services et analyse la question de l'inclusion. Elle examine d'abord l'impact du commerce des services sur l'emploi et les salaires en général. Ensuite, elle traite de l'importance des compétences et de la géographie au regard de la possibilité qu'offre le secteur des services de rendre le commerce plus inclusif. Enfin, l'avenir de la relation entre commerce des services et marché du travail est brièvement abordé. Il convient de formuler

une réserve, à savoir que les études sur l'impact du commerce des services sur le marché du travail sont moins courantes que les études sur le secteur manufacturier, notamment en ce qui concerne les économies en développement. En particulier, les effets des exportations de services ont rarement été étudiés.

L'examen de la littérature existante permet de constater que, jusqu'à présent, les effets du commerce des services sur le marché du travail ont été relativement modestes, à la fois en ce qui concerne l'emploi total et l'inclusion. Même s'il existe certaines données qui montrent que le commerce des services est particulièrement bénéfique pour les travailleurs hautement qualifiés et les travailleurs des villes, les effets ne sont pas importants sur le plan quantitatif, et la littérature sur les biais liés aux compétences n'est pas concluante. La constatation selon laquelle les effets du commerce des services sont relativement faibles est indépendante du mode de fourniture. Même si la plupart des études examinent la fourniture transfrontières des services, les études existantes sur la consommation à l'étranger ou la présence commerciale parviennent à des conclusions similaires. Cela indique probablement que le commerce des services, tout comme le commerce des marchandises, a des effets à la fois positifs et négatifs sur l'emploi, de telle sorte que les résultats nets en matière d'emploi ont tendance à être limités.

Toutefois, à mesure que la technologie continue de progresser, de plus en plus de services pourraient devenir échangeables à travers les frontières dans l'avenir. En particulier, les emplois hautement qualifiés pourraient faire l'objet d'une délocalisation à mesure que la fourniture à distance de services devient possible et élimine la contrainte de la présence physique des services. Les exemples vont des médecins opérant à distance aux comptables et ingénieurs fournissant des services de consultation à distance. Cela pourrait potentiellement amplifier l'impact du commerce des services dans l'avenir et cela signifie qu'une part bien plus importante de la main-d'œuvre pourrait être confrontée à la concurrence internationale.

Même si cette sous-section n'examine pas le rôle de la politique dans l'amélioration du caractère inclusif du commerce transfrontières des services, il est clair qu'elle revêt une importance cruciale. L'article d'opinion de Rupa Chanda (voir la page 86) contient une analyse du rôle que jouent les politiques complémentaires dans l'augmentation de la probabilité qu'un commerce accru des services donne lieu à des résultats plus inclusifs.

(a) Impact du commerce des services sur l'emploi et les salaires en général

Le commerce des services engendre divers effets sur l'emploi et les salaires qui semblent, jusqu'à présent, se contrebalancer les uns les autres, entraînant des effets nets limités, comparables à ceux du commerce des marchandises. D'un côté, la délocalisation des services ou des marchandises peut réduire la demande de main-d'œuvre puisque la main-d'œuvre nationale est remplacée par des intrants étrangers. D'un autre côté, les importations peuvent faire baisser les coûts et augmenter la productivité, ce qui entraîne une hausse de la demande de main-d'œuvre si la baisse des prix se traduit par une hausse de la demande de produits (Grossman et Rossi-Hansberg, 2008). En outre, les importations de services peuvent permettre aux entreprises de changer d'échelle sans avoir à remplacer leurs fonctions essentielles. Au lieu d'acheter le même service que celui qui était précédemment fourni en interne, les entreprises peuvent se tourner vers les importations pour obtenir des services complémentaires qui améliorent leurs processus ou les aident à gérer les périodes de pics de la demande telles que les phases d'expansion cycliques (Bergin *et al.*, 2011). Enfin, les exportations de services peuvent faire augmenter la demande de main-d'œuvre nationale.

Par conséquent, les données empiriques sur l'impact du commerce des services sur le salaire moyen dans

les économies avancées ne sont pas concluantes et font généralement état d'effets limités. Par exemple, une étude portant sur l'Italie constate que, même si la disparité des salaires s'accroît avec le commerce des services, certains travailleurs étant gagnants et d'autres perdants, les salaires moyens ne sont pas notablement affectés (Borghi et Crino, 2013). Des résultats comparables sont obtenus dans des études menées en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis (Eppinger, 2019 ; Geishecker et Görg, 2011 ; Liu et Trefler, 2019).

De même, il apparaît que l'emploi total n'est quasiment pas affecté par le commerce des services. Par exemple, une étude portant sur l'impact des importations de services aux États-Unis en provenance de Chine et d'Inde sur les marchés du travail des États-Unis constate l'existence d'effets négatifs sur les niveaux de l'emploi mais, étant donné que les estimations sont très imprécises, un effet nul ne peut pas être exclu. L'étude fait plutôt valoir que le commerce des services a amené certains travailleurs à changer de profession, ce qui a modifié la composition de la main-d'œuvre (Liu et Trefler, 2019). Cela correspond aux données provenant de Belgique, d'Espagne, des États-Unis, d'Irlande, d'Italie et du Royaume-Uni, qui n'indiquent aucun effet ou seulement des effets limités sur le niveau de l'emploi, mais des effets plus importants sur la structure de l'emploi, qui sont examinés dans la sous-section suivante (Amiti et Wei, 2005a ; 2005b ; Crinò, 2010b ; Fuster *et al.*, 2019 ; Görg et Hanley, 2005 ; Hijzen *et al.*, 2011 ; Ornaghi *et al.*, 2017).

Une étude concernant l'Allemagne constate même l'existence d'un effet positif notable des importations de services provenant d'économies qui ne font pas partie de l'OCDE sur l'emploi au niveau des entreprises, ce qui laisse entendre que les gains de productivité peuvent, dans certains cas, plus que compenser la substitution de la main-d'œuvre (Eppinger, 2019). Tout comme dans les cas des pics de la demande ou du mécanisme de complémentarité, une étude constate que la délocalisation des services informatiques, des services de gestion, de commercialisation ou de transport peut faire augmenter l'emploi dans les mêmes domaines dans le pays qui délocalise (Nordås, 2019). Cette constatation est étayée par les données descriptives d'Offshoring Research Network, une initiative de l'université Duke, qui indiquent que, sur les 486 initiatives en matière de délocalisation de l'échantillon, seules 183 portent sur la délocalisation de l'ensemble des fonctions de l'entreprise tandis que, dans 303 cas, seules certaines tâches liées à une fonction étaient délocalisées, pour permettre une spécialisation accrue (Elia *et al.*, 2017).

Les études sur les effets des exportations de services sont considérablement plus rares que les études sur les effets des importations, mais elles font également état d'effets relativement limités. L'étude susmentionnée de Liu et Trefler (2019) sur l'impact des échanges de services des États-Unis avec la Chine et l'Inde constate, par exemple, que les exportations de services compensent partiellement les effets des importations de services. Une autre étude, qui fait appel à une autre méthode, laisse entendre que la hausse des exportations de services a créé 2,78 millions d'emplois aux États-Unis entre 1995 et 2011 et a contrebalancé une baisse de la demande de main-d'œuvre due au commerce des marchandises. Si l'on tient compte des importations de services, le chiffre tombe à un peu plus d'un million d'emplois (Feenstra et Sasahara, 2018).

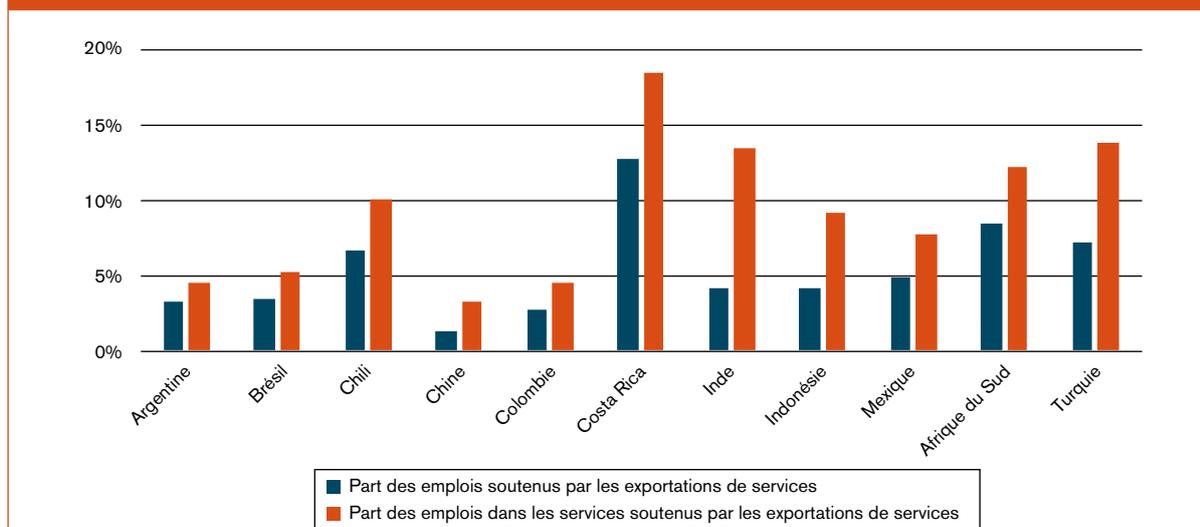
S'agissant des pays en développement, les données sont encore relativement rares. Étant donné que l'effet négatif de substitution de la main-d'œuvre engendré par la délocalisation des services est moins courant dans les pays en développement, car ils ont tendance à être des sites de délocalisation plutôt que des économies qui délocalisent, l'existence d'un effet positif pourrait sembler plus probable. Les données disponibles soulignent que la délocalisation accroît la volatilité de l'emploi mais améliore aussi les conditions de travail dans les pays en développement. Par exemple, au Mexique, les secteurs qui délocalisent enregistrent des fluctuations de l'emploi deux fois

supérieures aux fluctuations correspondantes aux États-Unis, ce qui laisse entendre que les principales entreprises des États-Unis utilisent les importations de services pour gérer les fluctuations du cycle économique plutôt que pour remplacer des fonctions nationales à titre permanent. Certaines sociétés indiennes d'externalisation des fonctions de l'entreprise font état d'un taux annuel de rotation du personnel de 100%, mais elles font également état de meilleures conditions de travail et d'emploi en termes de salaire, d'heures de travail et d'avantages non salariaux (Bergin *et al.*, 2011 ; Messenger et Ghosheh, 2010).

Les statistiques descriptives soulignent que le commerce des services soutient un grand nombre d'emplois dans certains pays en développement ; par exemple, le secteur des TIC en Inde emploie 3,5 millions de personnes (Hoekman et te Velde, 2017). La figure C.11 montre le nombre d'emplois soutenus par les exportations de services par rapport au nombre total d'emplois et au nombre d'emplois dans le secteur des services. Dans plusieurs économies, y compris l'Afrique du Sud, le Chili, le Costa Rica, l'Inde et la Turquie, les exportations représentent plus de 10% de l'emploi dans les services. À l'évidence, ces chiffres n'indiquent pas si les exportations de services augmentent le nombre d'emplois ou absorbent seulement des ressources d'autres secteurs mais illustrent l'importance du commerce des services pour l'emploi national.

Figure C.11 : Les exportations transfrontières de services soutiennent une part élevée de l'emploi dans les pays en développement

Part des emplois (services) soutenus par les exportations de services, 2015



Source : Base de données sur les échanges en emploi de l'OCDE. Les estimations concernent l'année 2015. Les services s'entendent des divisions 45 à 98 de la CITI Rev.4 (c'est-à-dire hors services publics).

L'une des raisons pour lesquelles, jusqu'à présent, la littérature a constaté l'existence d'effets limités du commerce des services sur l'emploi pourrait être que, en règle générale, elle examine seulement le commerce transfrontières des services et ne tient pas compte des autres modes de fourniture des services. La section B a montré que les autres modes utilisés pour le commerce des services sont importants sur le plan économique et, s'agissant de la présence commerciale dans un autre pays, que celle-ci est encore plus importante que le commerce transfrontières. Ainsi, il est possible que les effets sur l'emploi évoluent une fois que la consommation à l'étranger, la présence commerciale et le mouvement temporaire des personnes physiques en tant que fournisseurs de services auront été inclus dans l'évaluation.

Faber et Gaubert (2019) analysent les effets du tourisme au Mexique et font état d'avantages considérables tirés du tourisme pour l'emploi total et les salaires dans les municipalités considérées par rapport aux régions moins touristiques. Les auteurs constatent qu'une augmentation de 10% du chiffre d'affaires dans le secteur du tourisme local est associée à une hausse de 2,5% de l'emploi local et à des retombées positives considérables dans le secteur manufacturier local. Toutefois, étant donné que les gains en matière d'emploi et de salaires dans une région peuvent se produire aux dépens des régions moins touristiques, le point de savoir si le tourisme fait augmenter l'emploi et les salaires en général n'est pas clair. Cela reflète de précédents travaux basés sur des modèles d'équilibre général, dans lesquels les effets sur l'emploi national variaient fortement, et qui portaient d'hypothèses sous-jacentes ne permettant pas de tirer des conclusions générales (Dwyer et Forsyth, 1998).

Une autre étude récente examine les effets des importations de commerce de détail sous forme d'IED, en particulier l'entrée de Walmart au Mexique, mais ne constate aucun effet notable sur l'emploi. Même si les salaires réels augmentent du fait de la baisse des prix, les gains en matière d'emploi dans les nouveaux magasins de détail détenus par la société étrangère sont annulés par la contraction enregistrée dans les magasins locaux (Atkin *et al.*, 2018).

Du point de vue du pays exportateur, les effets de l'IED dans le secteur des services sur l'emploi dépendent du point de savoir si le service peut être fourni à travers les frontières ou non. Si tel est le cas, l'IED dans le secteur des services pourrait se substituer à l'emploi national. Si ce n'est pas le cas, un tel effet de substitution n'est pas possible,

puisque les services n'ont jamais été fournis à travers les frontières. Toutefois, dans les deux cas, les gains de productivité et de revenu découlant des ventes des sociétés affiliées étrangères peuvent soutenir l'emploi national. Conformément à ce qui précède, plusieurs études, utilisant des données concernant l'Estonie, la France et le Japon (Hijzen *et al.*, 2011 ; Masso *et al.*, 2010 ; Tanaka, 2012) font état d'effets positifs limités sur l'emploi pour les sociétés mères. Une fois de plus, toutefois, il n'est pas possible d'inférer des effets généraux à partir de ces données au niveau des entreprises avec certitude. En tout état de cause, cela ne modifie pas la conclusion selon laquelle, jusqu'à présent, les effets du commerce des services sur l'emploi total et les salaires nominaux restent limités.

(b) Caractère inclusif du commerce des services

Comme nous l'avons vu plus haut, le commerce des services a seulement des effets limités sur les niveaux de l'emploi ou des salaires à l'échelle nationale, mais cela ne signifie pas nécessairement que le commerce des services n'a pas d'effets notables à un niveau plus désagrégé. Par exemple, étant donné que les entreprises de services à forte intensité commerciale ont tendance à se regrouper dans quelques sites, le commerce des services pourrait entraîner des différences marquées au niveau régional. De même, le commerce des services pourrait faire augmenter la demande de travailleurs hautement qualifiés aux dépens des travailleurs peu qualifiés, étant donné que de nombreux secteurs des services requièrent des qualifications plus élevées que le secteur manufacturier ou le secteur de l'agriculture, comme cela est indiqué dans la figure C.9. Dans ce cas, un effet net nul sur l'emploi dissimulerait des différences marquées entre les groupes de qualifications.

(i) La fracture des compétences

La majorité des études sur l'impact du commerce des services sur le marché du travail laissent entendre que le commerce des services est biaisé en faveur des travailleurs hautement qualifiés. Des données concernant l'Italie et les États-Unis montrent, par exemple, que l'emploi des travailleurs ayant suivi des études supérieures dans les professions hautement qualifiées, ou « de col blanc », augmente par rapport à l'emploi dans les professions faiblement qualifiées lorsque les importations de services augmentent dans les entreprises ou les secteurs qui ont besoin de ces métiers hautement qualifiés (Crinò, 2010a ; Crinò, 2010b). De la même manière, une étude portant sur le Royaume-Uni montre que les importations de

services au niveau des secteurs font augmenter les salaires réels des travailleurs hautement qualifiés mais font diminuer les salaires réels des travailleurs peu ou moyennement qualifiés dans le même secteur (Geishecker et Görg, 2011). Cet effet au sujet de l'emploi est confirmé par deux études transnationales sur des pays de l'OCDE, dont la deuxième souligne que les effets sont limités sur le plan quantitatif (Cassette *et al.*, 2012 ; Crinò, 2012). Au-delà du commerce transfrontières des services, une étude sur les effets du tourisme a également constaté que les travailleurs hautement qualifiés étaient favorisés (Petit, 2017).

Toutefois des données plus récentes montrent que l'on peut rencontrer l'effet inverse. Des données concernant la Belgique laissent entendre, par exemple, que les importations de services ont un impact négatif sur la croissance de l'emploi parmi les travailleurs très instruits dans le secteur des services (Ornaghi *et al.*, 2017). Liu et Trefler (2019), examinant les importations de services des États-Unis provenant de Chine et d'Inde dans les secteurs hautement qualifiés, font état d'un déclin relatif du salaire moyen des travailleurs hautement qualifiés dans les secteurs considérés, même s'il ne s'agit que d'un déclin de 1%. Toutefois, les auteurs montrent également que les importations de services ont fait augmenter de 7% l'incidence du « déclassement professionnel », c'est-à-dire le passage des travailleurs à une profession moins bien payée, et que ces travailleurs ont subi des pertes de salaire pouvant atteindre 47%. Toutefois, cela a été contrebalancé par une hausse de 6% de l'avancement professionnel.

Criscuolo et Garicano (2010) différencient les professions non pas en fonction de la qualification mais de la nécessité d'obtenir ou non une autorisation professionnelle. Cela introduit un autre niveau d'inégalité. Les auteurs montrent que les travailleurs qui exercent des professions nécessitant une licence tirent profit des importations de services à la fois en termes de salaires et d'emploi, tandis que les travailleurs exerçant des professions ne nécessitant pas d'autorisation enregistrent de faibles pertes de salaires et des gains en termes d'emploi qui sont plus limités que ceux dont bénéficient les travailleurs exerçant des professions nécessitant une autorisation.

Les données concernant l'inégalité dans les pays en développement sont aussi rares que celles concernant l'emploi ou les salaires en général. Les études existantes sur l'Inde et les Philippines confirment l'hypothèse selon laquelle le commerce des services est bénéfique aux travailleurs hautement qualifiés,

puisque'il est relativement intensif en qualifications (Amoranto *et al.*, 2010 ; De et Raychaudhuri, 2008 ; Mehta et Hasan, 2012 ; CNUCED, 2013). Bien entendu, un effet collatéral positif est que le commerce des services incite davantage les travailleurs des pays en développement à obtenir un niveau d'éducation plus élevé. Des données concernant l'Inde laissent entendre que l'ouverture des secteurs des télécommunications, de la finance et de l'assurance, ainsi que les exportations de services dans le secteur de l'externalisation des fonctions de l'entreprise ont relevé le niveau d'instruction en Inde (Jensen, 2012 ; Nano *et al.*, 2019 ; Oster et Steinberg, 2013 ; Shastry, 2012). Shastry (2012) constate que, à la suite du relèvement du niveau d'instruction, la hausse de la prime de qualification était moins prononcée en Inde. Toutefois, une réserve importante au sujet des travaux sur les pays en développement est qu'ils ont tendance à examiner la libéralisation des services de façon plus générale, c'est-à-dire en incluant l'ouverture de certains secteurs de services aux investisseurs privés nationaux, ou à ne pas être particulièrement rigoureux.

(ii) *La fracture entre zones rurales et zones urbaines*

Un aspect additionnel de l'inclusion en ce qui concerne le commerce des services est l'écart économique entre régions rurales et régions urbaines. Les données montrent que, du fait des similarités des besoins en matière de compétences dans le secteur, il est avantageux pour les entreprises de services de se coagglomérer, ou de se regrouper, en vue de partager les compétences (Diodato *et al.*, 2018). Les travailleurs hautement qualifiés étant de plus en plus localisés dans les villes, il est de plus en plus pratique pour les secteurs de services à forte intensité de qualifications, tels que les services financiers, les services de commercialisation et de consultation, de s'installer également dans les villes (Brinkman, 2014). Dans le secteur de la publicité, par exemple, il a été démontré que les effets de réseautage existants dans les services diminuaient rapidement avec la distance, ce qui favorise la coagglomération (Arzaghi et Henderson, 2008). Les forces de dispersion, telles que des loyers élevés, sont moins contraignantes pour les sociétés de services, qui ont tendance à utiliser moins d'espace que les entreprises manufacturières ou agricoles. Par conséquent, il est tout à fait justifié que les entreprises de services à forte intensité de qualifications se regroupent dans les villes.

Dans les pays développés tout comme dans les pays en développement, les progrès des technologies des communications et du transport ont permis aux

secteurs des services qui ne sont pas liés par des contraintes de face-à-face, c'est-à-dire la plupart des services entre entreprises, de tirer profit de ces forces d'agglomération et de se regrouper dans les villes. Des données concernant l'Inde laissent entendre que la plupart des travailleurs dans les villes indiennes travaillent dans le secteur des services (Topalova, 2007). Aux États-Unis, les entreprises qui produisent ce qu'une étude considère comme des services marchands sont situées principalement dans les zones côtières denses (Gervais et Jensen, 2019). La figure C.12 illustre cela en représentant l'importance des services entre entreprises et celle du secteur manufacturier en termes d'emploi dans les zones de migration alternante, c'est-à-dire les marchés du travail locaux, aux États-Unis. Alors que le secteur manufacturier soutient l'emploi dans de nombreuses zones de migration alternante, les services à la production sont largement regroupés dans les zones urbaines. De même, la figure C.13 montre que, en Inde, les services jouent un rôle beaucoup plus important dans les districts urbains que dans les districts ruraux.

Ce schéma de concentration régionale des services à la production laisse entendre qu'une augmentation du commerce des services pourrait aggraver la fracture entre zones rurales et zones urbaines en faisant augmenter l'emploi et les salaires principalement dans les villes. Une étude récente des États-Unis constate que les marchés du travail des États-Unis qui représentaient initialement des parts plus importantes de l'emploi dans les services hautement qualifiés ont cru notablement plus vite que la moyenne nationale. Cet élément seul peut être à l'origine de 30% de l'augmentation de l'avantage salarial lié aux études supérieures aux États-Unis entre 1980 et 2010 (Eckert, 2019).

(iii) Possibilités pour les femmes et les MPME

Il est important de noter que le commerce des services peut également contribuer à combler les écarts entre les économies. La section B a souligné, par exemple, que les niveaux de l'emploi des femmes étaient considérablement plus élevés dans plusieurs secteurs des services que dans le secteur manufacturier. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que les femmes bénéficient davantage des exportations de services que des exportations de produits manufacturiers. Même s'il n'existe aucune donnée disponible concernant la répartition par genre des gains en matière d'emploi ou de salaires découlant du commerce des services, une étude sur l'Inde laisse entendre que l'ouverture du secteur

des services a contribué à combler les écarts entre hommes et femmes en matière d'éducation en améliorant davantage les niveaux d'éducation parmi les femmes que parmi les hommes (Nano *et al.*, 2019).

Le commerce des services peut également offrir des possibilités aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Une étude de Lejarraga *et al.* (2014), examinant les MPME dans plus de 100 économies, a constaté, par exemple, que certains obstacles au commerce étaient moins contraignants pour les MPME du secteur des services que pour les MPME du secteur manufacturier. Par exemple, l'accès au financement concerne moins les MPME du secteur des services que les MPME du secteur manufacturier, puisque les services ont tendance à avoir des coûts fixes, tels que les investissements dans les machines ou les usines, qui sont plus faibles. Si l'on examine des données plus détaillées sur les MPME françaises, Lejarraga *et al.* indiquent que la taille des entreprises est moins corrélée à la situation des entreprises en matière d'exportation dans le secteur des services que dans le secteur manufacturier. Comme cela est également souligné dans la section B, une augmentation du commerce des services est donc moins susceptible d'être biaisée en faveur des grandes entreprises qu'une augmentation du commerce des produits manufacturiers.

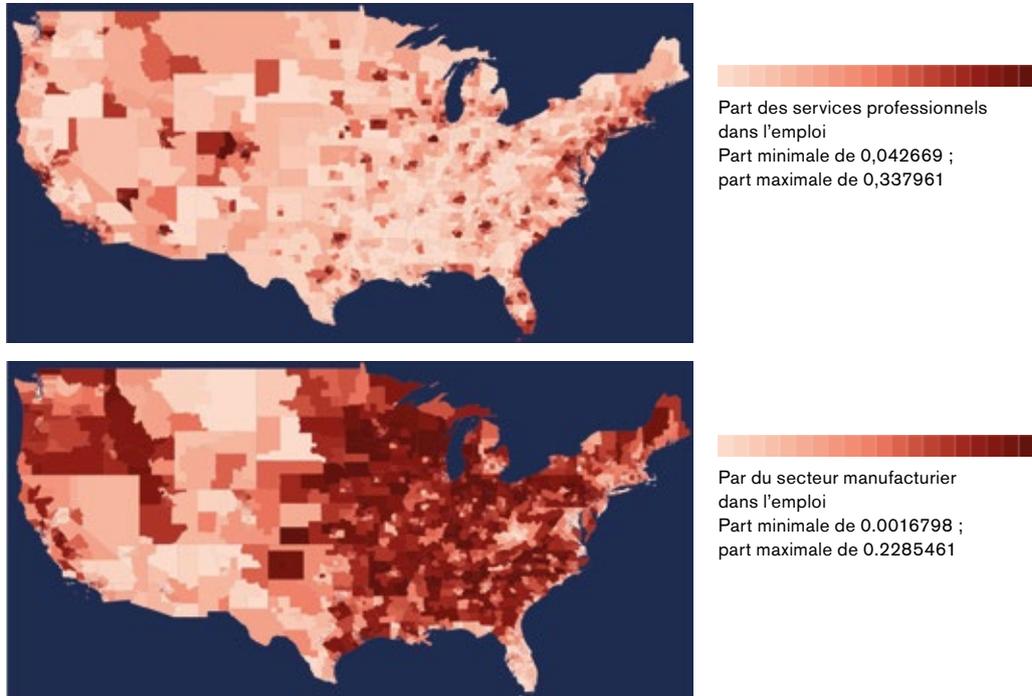
(c) Le commerce des services et le marché du travail dans l'avenir

Une autre raison qui explique l'impact relativement limité du commerce des services sur l'évolution générale du marché du travail est que, malgré sa croissance rapide, le commerce des services, et en particulier la fourniture transfrontières de services, ne représente encore qu'une part limitée du commerce total. La plupart des services sont, à l'heure actuelle, encore échangés en quantités très limitées. Par exemple, alors que le tourisme médical se développe dans une certaine mesure, les temps de trajet et les frais de voyage, ainsi que les différences de réglementation, font qu'il n'est pas largement pratiqué.

Aussi bien les obstacles politiques que les obstacles structurels liés aux caractéristiques des services, tels que la nécessité d'une présence physique, ont entravé la croissance du commerce des services. Comme cela est expliqué de façon plus détaillée dans la section D, les coûts du commerce liés aux politiques ont tendance à être relativement élevés en ce qui concerne la fourniture de services, la consommation

Figure C.12 : L'emploi dans les services entre entreprises aux États-Unis est beaucoup plus concentré dans certains sites que l'emploi dans les secteurs manufacturiers

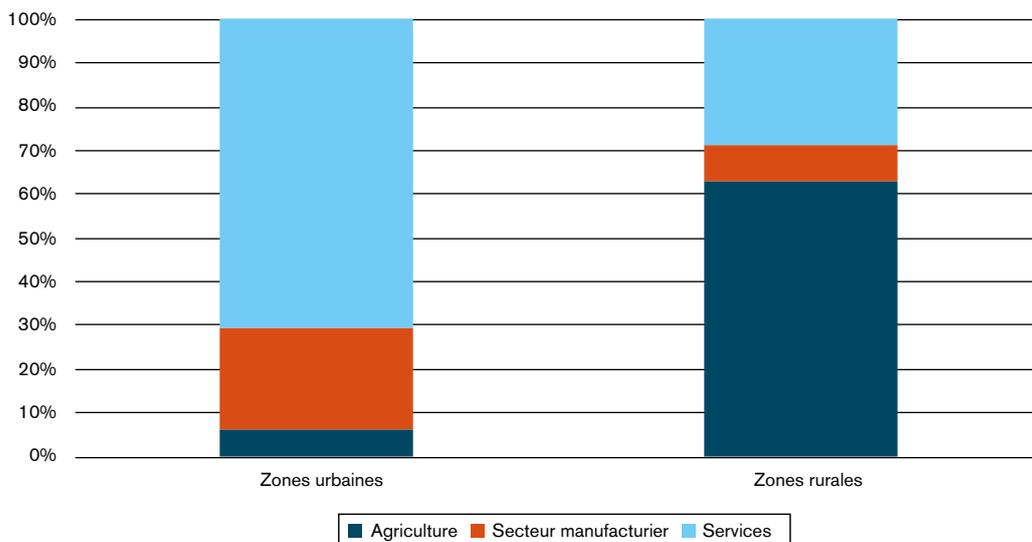
Part de l'emploi dans le secteur des services entre entreprises (à gauche) et dans le secteur manufacturier (à droite) dans l'emploi total d'une région, en 2016



Source : Calculs des auteurs sur la base de l'American Community Survey pour 2016. Les services entre entreprises s'entendent des secteurs 51 à 56 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les zones de migration alternantes sont définies par Autor et al. (2013).

Figure C.13 : En Inde, l'emploi dans les services est plus élevé dans les zones urbaines que dans les districts ruraux

Emploi rural et urbain en Inde désagréé par grands secteurs, 2011



Source : Calcul des auteurs sur la base des données du National Sample Survey Office concernant l'Inde en 2011.

à l'étranger et la présence commerciale dans un autre pays constituant parfois l'exception. Les autorisations professionnelles peuvent, par exemple, rendre la fourniture des services à travers les frontières quasiment impossible en l'absence d'accords de reconnaissance mutuelle. De la même manière, les visas de travail pour le mouvement temporaire des travailleurs restent limités dans la plupart des économies.

Les avancées en matière de technologies numériques, toutefois, ont le potentiel d'amplifier l'échelle et la portée du commerce des services en allégeant les obstacles structurels liés à la distance physique. Cela peut réduire les coûts du commerce des services qui, d'extrêmement coûteux deviendraient très faibles, ce qui aurait des implications majeures en particulier pour la fourniture transfrontières des services. Même si un grand nombre de ces technologies existent déjà, le fait de les combiner pourrait amplifier leur potentiel, selon ce que l'on appelle parfois l'innovation combinatoire (Baldwin, 2019).

Un exemple est l'association de la technologie de la vidéoconférence avec la technologie de la traduction en temps réel. La vidéoconférence peut éliminer la nécessité d'une présence physique, en particulier dès lors que de nouvelles normes de réseaux tels que la 5G accroîtront considérablement la qualité et la fiabilité des réseaux. Toutefois, à l'heure actuelle, la technologie peut seulement connecter des personnes, à l'intérieur d'un pays ou entre des pays, qui parlent la même langue. En dehors de cela, elle repose sur le multilinguisme des personnes. Ce n'est qu'en l'associant à la traduction en temps réel que la technologie peut permettre des interactions mondiales et internationaliser le marché en ce qui concerne les services de consultation et de nombreux autres services.

Ces innovations peuvent considérablement promouvoir la fourniture à distance de services, ce que l'on appelle parfois la « télémigration » ou le « télétravail international » (Baldwin, 2019). Même si cette forme de fourniture de services existe déjà par l'intermédiaire de plates-formes telles qu'Upwork,⁹ son potentiel n'est pas encore pleinement exploité du fait des limitations technologiques qui existent actuellement. D'autres raisons qui expliquent l'utilisation limitée de la fourniture de services à distance sont, par exemple, les difficultés contractuelles liées à l'existence de juridictions différentes, le manque de confiance dans les fournisseurs étrangers, une qualité et une taille des réseaux incertaines et le fait que certaines technologies ne soient pas présentes dans toutes les régions à l'intérieur d'un pays et dans le monde.

À mesure que ces obstacles disparaissent, la technologie numérique stimulera probablement le commerce des services et jouera un rôle plus important sur le marché du travail. Ce phénomène amplifiera sans doute les effets déjà observés, mais pourra également produire de nouveaux effets. Si des professions qui étaient auparavant protégées en raison de l'existence d'obstacles structurels au commerce des services sont exposées à la concurrence étrangère, les effets du commerce des services sur la fracture des compétences, la fracture entre hommes et femmes ou entre zones urbaines et zones rurales pourraient évoluer. Des dispositifs de nettoyage actionnés à distance pourraient, par exemple, permettre aux travailleurs peu qualifiés des pays en développement de tirer profit du commerce. La chirurgie à distance et des applications similaires dans le domaine médical pourraient donner lieu à une nouvelle concurrence en faveur des travailleurs hautement qualifiés dans les économies développées.

À cet égard, il est important de noter que la fourniture à distance de services est complémentaire de l'automatisation et élargit donc la gamme des professions visées par l'évolution technologique. Il existe plusieurs estimations de la part des emplois menacés par l'automatisation. Une étude laisse entendre, par exemple, que 47% des emplois aux États-Unis sont susceptibles d'être automatisés, et elle souligne trois caractéristiques en particulier qui freinent l'automatisation : l'intelligence créative, l'intelligence sociale et la perception et la manipulation (Frey et Osborne, 2017).

Les avancées en matière de fourniture à distance de services signifient que ces caractéristiques ne protègent plus nécessairement les emplois de l'évolution technologique, étant donné que des machines actionnées par des humains pourraient avoir ces trois caractéristiques. Parmi les exemples de professions les moins susceptibles d'être informatisées, Frey et Osborne (2017) citent les psychologues et les nutritionnistes, qui sont des professions qui reposent sur l'interaction sociale. Étant donné qu'il pourrait s'avérer très difficile de programmer ou d'entraîner l'intelligence artificielle pour qu'elle acquière ces compétences, il est beaucoup plus probable que les professionnels dans ces domaines puissent commencer à proposer leurs services à distance grâce à une présence virtuelle.

Naturellement, il est difficile de prévoir quels sont les emplois qui disparaîtront effectivement, étant donné que des intrants meilleur marché ou des tâches complémentaires peuvent avoir un effet positif sur l'emploi en ce qui concerne les tâches restantes.

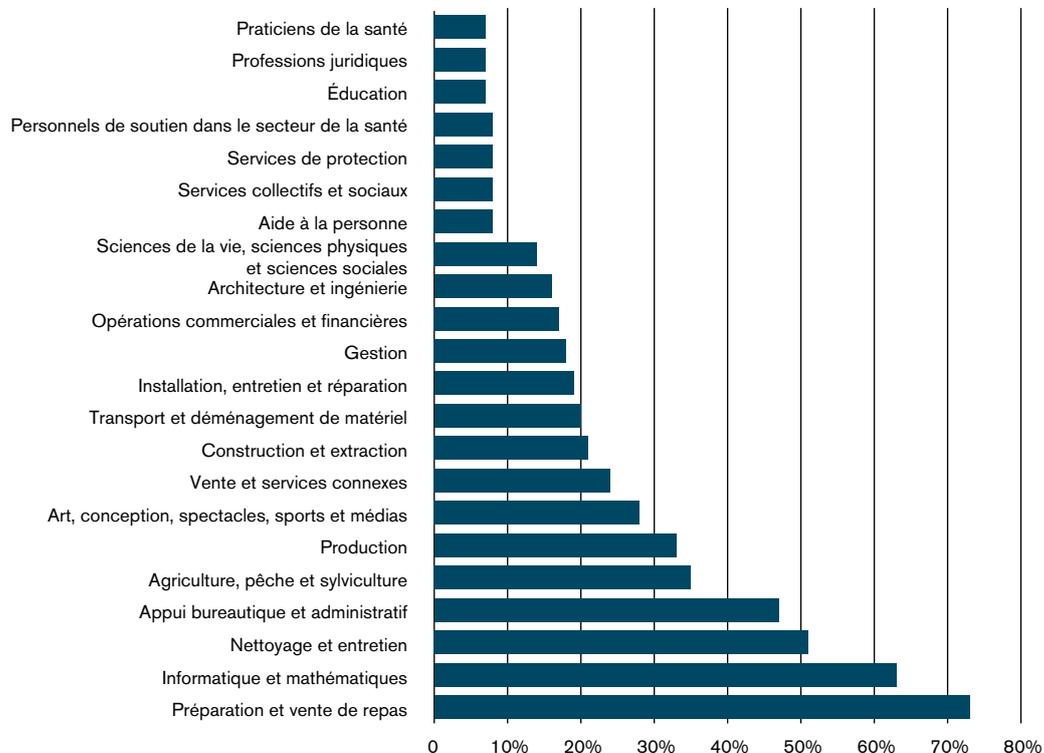
Comme nous l'avons indiqué précédemment, des coûts de délocalisation plus faibles peuvent entraîner une spécialisation plus fine des tâches au sein des professions entre les pays, plutôt qu'un remplacement des professions. Par exemple, si des interventions chirurgicales de routine peuvent être réalisées à distance depuis l'étranger, les médecins nationaux peuvent effectuer des interventions chirurgicales plus spécialisées et réduire les temps d'attente pour certaines interventions. D'autres emplois continueront probablement de nécessiter une présence physique pendant un certain temps tels que les professions de soins dans lesquelles l'interaction humaine ne peut pas être remplacée de façon adéquate par la mécanisation ou les professions telles que les coiffeurs dans lesquelles il est peu probable que l'investissement dans une technologie coûteuse soit rentable dans un avenir proche ou à moyen terme.

En outre, la politique reste un obstacle très pertinent à la fourniture à distance de services. Comme cela est indiqué plus haut, les licences professionnelles

disponibles uniquement pour les fournisseurs nationaux peuvent imposer des obstacles considérables, même dans les cas où la technologie rendrait le commerce transfrontières des services possible. La figure C.14 montre la part des travailleurs titulaires d'une licence par branche d'activité aux États-Unis en 2018. Les professionnels de santé, aussi bien les praticiens que les personnels de soutien, se détachent parmi les professions largement soumises à licence. Ainsi, même si les interventions chirurgicales et les services de consultation à distance sont techniquement réalisables, la question se pose de savoir si la réglementation est adaptée pour permettre la fourniture transfrontières de ce type de services. En revanche, les services de nettoyage fournis à distance ou les services de consultation à distance dans les domaines de l'informatique ou des sciences mathématiques sont moins affectés par la réglementation et seront donc davantage visés par la concurrence étrangère potentielle dans l'avenir.

Figure C.14 : La part des professionnels titulaires d'une autorisation professionnelle dans les secteurs des services varie largement selon la branche d'activité

Part des professionnels titulaires d'une autorisation professionnelle dans une branche d'activité donnée, États-Unis, 2018



Source : Statistiques de la population active extraites de la Current Population Survey du Bureau des statistiques du travail des États-Unis pour 2018.

Rupa Chanda,

professeur d'économie, titulaire d'une chaire de la Banque centrale de l'Inde, Institut indien de gestion de Bangalore

Assurer un commerce des services inclusif : le rôle des politiques nationales complémentaires

Il est largement admis que le commerce des services est fondamental pour le développement durable, la croissance économique et le progrès social. Le commerce des services a le potentiel de faciliter une croissance et un développement inclusifs en créant des possibilités d'emploi, en relevant les revenus, en promouvant un meilleur accès, en améliorant la qualité des services, en permettant l'innovation et en contribuant à la compétitivité dans l'ensemble de l'économie par le biais de liens essentiels avec d'autres secteurs de l'économie (voir FMI *et al.*, 2018 ; Fiorini et Hoekman, 2018b ; CESAP, 2013).

La hausse de l'IED dans des services d'infrastructure clés tels que le transport, les télécommunications et l'énergie peuvent promouvoir une croissance inclusive en augmentant les capacités et en rendant possible l'accès à ces services essentiels. Le commerce des services de santé par l'intermédiaire du mouvement des professionnels de santé, du tourisme médical ou de la télémédecine peut remédier aux insuffisances de l'infrastructure de santé et de la qualité des soins de santé et permettre ainsi un accès plus équitable aux soins de santé. Le commerce des services touristiques a le potentiel de générer des externalités sociales et économiques positives considérables en créant des emplois et en augmentant les revenus dans l'ensemble du spectre des compétences, en améliorant

l'infrastructure et les normes, en créant des liens entre zones rurales et zones urbaines et en améliorant la connectivité. Le commerce des services des technologies de l'information et des services d'externalisation des fonctions de l'entreprise peut accroître l'efficacité et la productivité dans l'ensemble de l'économie et peuvent aider à réduire les fractures géographiques, entre hommes et femmes et autres fractures, au sein des pays et entre les pays, en améliorant à la fois l'accès aux marchandises et l'accès aux services.

Cependant, la réalisation de ces objectifs en matière de durabilité et d'inclusion n'est ni automatique ni garantie. Elle dépend de la politique et de l'environnement réglementaire nationaux qui déterminent dans quelle mesure et de quelle façon les avantages tirés du commerce des services sont répartis et les effets défavorables atténués.

En l'absence de politiques et de réglementations nationales solides, le commerce des services pourrait creuser les inégalités en aggravant la fracture entre les régions, entre travailleurs qualifiés et moins qualifiés, entre régions urbaines et régions rurales, entre riches et pauvres et entre ceux qui ont accès aux services et ceux qui n'y ont pas accès.

La nature conditionnelle des avantages tirés du commerce des services est bien illustrée par

des secteurs tels que la santé et l'éducation. Le commerce des services de santé peut contribuer à l'obtention d'une couverture sanitaire universelle et à l'accès à des services de santé essentiels de qualité (ODD 3.8), à un accroissement du budget de la santé, ainsi qu'au perfectionnement du personnel de santé dans les pays en développement (ODD 3.9c), grâce aux flux entrants de devises, aux affiliations et aux partenariats transfrontières qui permettent le transfert de connaissances, de technologie et de main-d'œuvre, ainsi que l'amélioration des compétences et des normes. L'IED dans les hôpitaux et le développement connexe d'établissements de santé privés peut aider à réduire la charge qui pèse sur les ressources des gouvernements (Chanda, 2017).

Toutefois, ce sont des avantages potentiels qui ne sont pas automatiquement garantis. Le commerce et l'investissement dans les services de santé pourraient avoir des effets défavorables sur l'équité et sur l'accès s'ils donnent lieu à un écrémage en faveur des touristes médicaux étrangers riches et privilégiés aux dépens des patients nationaux ou s'ils entraînent, dans le pays, une fuite des cerveaux des professionnels de santé des hôpitaux publics vers les hôpitaux des investisseurs étrangers qui offrent une rémunération plus intéressante et qui sont mieux gérés ou s'ils entraînent un détournement des ressources vers

des segments des soins de santé hautement spécialisés au détriment des services de santé de base ou des soins préventifs.

Le point de savoir si le commerce des services de santé promeut un accès plus équitable aux soins de santé ou aggrave les inégalités dépend donc des politiques et des réglementations nationales, c'est-à-dire de la façon dont les ressources générées par les exportations de services de santé ou l'augmentation de l'IED dans les services de santé sont déployées dans l'économie, à qui elles reviennent et dans quelle mesure les politiques de soutien relatives à l'assurance santé, à la fixation des prix, aux mécanismes de subventionnement croisé, aux liens public-privé, à la formation des ressources humaines et à la gestion des établissements de santé publique, entre autres choses, empêchent les effets injustes et sources de distorsions. En l'absence de mesures complémentaires qui traitent des questions des normes, de l'infrastructure, des ressources humaines et de la technologie dans le secteur de la santé, il se peut que les services de santé ne soient pas inclusifs.

Les politiques qui sont propices au perfectionnement et à la gestion des ressources humaines dans le secteur de la santé peuvent faire beaucoup pour remédier au problème de la fuite des cerveaux. Une allocation plus efficace des dépenses dans le secteur de la santé et une meilleure gouvernance réglementaire peuvent aider à établir des priorités en matière de dépenses qui soient fonction des besoins locaux et des conditions de la demande et peuvent atténuer les conséquences défavorables telles que l'écrémage, le dualisme et l'éviction des patients locaux qui peut découler du commerce et de l'IED dans ce secteur (Chanda, 2002 ; 2017 ; Hanefield *et al.*, 2018).

Les problèmes sont analogues dans le contexte des services d'éducation. Même si l'ouverture du secteur aux fournisseurs de services d'éducation étrangers peut augmenter la capacité

et créer des emplois et que l'entrée d'étudiants étrangers peut accroître les revenus, cela peut aussi conduire à la recherche du profit, à des coûts plus élevés, à une place excessive accordée aux spécialisations commerciales et à un nombre de places disponibles plus limitées pour les étudiants nationaux.

Cela pourrait aussi faire baisser la qualité et les normes si les autorités de réglementation pertinentes n'exercent pas un devoir de précaution en ce qui concerne le caractère admissible des étudiants étrangers et des fournisseurs étrangers de services d'éducation et la reconnaissance des diplômes et de l'employabilité.

Par conséquent, parallèlement au commerce et à l'investissement, il est nécessaire qu'il existe une capacité de réglementation appropriée pour régir les fournisseurs de services d'éducation, ainsi que des politiques nationales complémentaires en matière de rémunération, de normes, de partenariats et de reconnaissance, entre autres choses. Toutefois, pour que les pays tirent profit des avantages susmentionnés et atténuent les effets défavorables sur l'équité et l'inclusion, il faut d'abord qu'ils aient la capacité de s'engager dans le commerce des services.

Les politiques nationales sont une fois de plus essentielles pour déterminer la capacité même des pays à participer au commerce des services et les possibilités et les défis auxquels ils sont confrontés à cet égard. À moins que les pays ne disposent des compétences, des normes, des ressources humaines, des infrastructures et des politiques de facilitation nécessaires dans ces domaines, il se peut qu'ils ne soient pas en mesure de tirer profit des possibilités offertes par le commerce des services (Waite et Nino, 2004).

Des politiques et des réglementations restrictives en matière de commerce des services peuvent empêcher les pays de s'engager sur le marché mondial des services (Braga *et al.*, 2019).

Cette question est très pertinente dans le contexte du commerce des services professionnels, dans lequel de nombreux pays en développement souhaitent promouvoir les exportations de services par l'intermédiaire de la mobilité transfrontières temporaire des fournisseurs de services, mais ne disposent pas nécessairement de politiques nationales d'appui en matière d'éducation et de formation, de normes, de qualifications, de systèmes d'accréditation et de certification et de cadre réglementaire.

Les exportations de services professionnels nécessiteraient que les pays mettent leurs normes et leurs systèmes nationaux au niveau de ceux qui sont reconnus à l'échelle internationale, qu'ils concluent des arrangements de reconnaissance mutuelle, ouvrent certains segments à des fournisseurs étrangers de façon que des partenariats puissent être établis et modifient les réglementations intérieures pour fournir une égalité de conditions aux entreprises nationales.

De la même manière, si les pays veulent exploiter les possibilités croissantes d'exportation pour les services basés sur les technologies de l'information et tirer profit des avantages connexes en termes d'emploi, de revenu, de technologies et de connectivité, les politiques nationales concernant les télécommunications, la protection des données et l'infrastructure des technologies de l'information et l'accessibilité à celle-ci sont cruciales.

Ainsi, des politiques de soutien qui développent les ressources humaines et les capacités en matière d'infrastructure et de réglementation concernant le commerce des services sont essentielles.

En résumé, le commerce des services est analogue à toute autre forme de commerce et les avantages qui lui sont associés ne peuvent pas être isolés du contexte dans lequel il s'inscrit. Pour s'engager dans le commerce des services et faire en sorte qu'il soit inclusif, des politiques et un cadre réglementaire appropriés sont nécessaires.

4. Observations finales

Comme dans le cas des marchandises, le commerce des services créera des gains de bien-être pour la société parce qu'il entraîne une allocation plus efficace des ressources, accroît la variété des services que les consommateurs et les producteurs peuvent acheter et permet aux entreprises de services les plus productives de se développer.

La présente section s'est appuyée sur la littérature empirique, sur des études de cas et des calculs personnels pour fournir un ensemble de données qui mettent en évidence le potentiel du commerce des services pour ce qui est de favoriser la croissance et le développement. Le fait que certains secteurs de services tels que le transport, les télécommunications et l'énergie sont indispensables au fonctionnement de l'économie dans son ensemble, tandis que d'autres tels que les services de santé, les services financiers et les services d'éducation ont une influence sur la qualité des facteurs de production de base, signifie qu'un accroissement du commerce des services peut apporter des gains économiques importants à l'économie mondiale. Ce potentiel est renforcé par la part actuellement faible du commerce transfrontières des services dans de nombreuses économies.

Le commerce des services est bénéfique aux sociétés notamment parce qu'il améliore la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire la capacité de celles-ci à entrer en concurrence sur les marchés internationaux. Cela peut se produire de façon directe, dans les cas où le commerce des services augmente la productivité des entreprises de services. Un deuxième bienfait indirect est l'accroissement de la productivité des entreprises manufacturières et des autres entreprises de services lorsque les services sont largement utilisés en tant qu'intrants dans ces secteurs. Un autre mécanisme par le biais duquel le commerce des services peut accroître la compétitivité des entreprises est la différenciation des produits, par exemple en associant la fourniture de services à un produit manufacturier.

L'impact positif que le commerce des services peut avoir sur la compétitivité des entreprises dépend de la qualité des institutions dans le pays importateur. Le fait d'établir un climat économique propice à l'investissement et aux entreprises peut accroître les effets positifs du commerce des services, ce qui souligne l'importance de la mise en place de politiques complémentaires, tout en réduisant les obstacles au commerce des services.

Jusqu'à présent, l'impact du commerce des services sur les résultats globaux du marché du travail ont été limités. La plupart des données laissent entendre que l'emploi total et les salaires moyens ne sont pas notablement affectés par le commerce des services, bien que certaines études fassent état d'effets positifs.

En revanche, le commerce des services a affecté la composition de la main-d'œuvre, plusieurs études laissant entendre que les travailleurs hautement qualifiés dans les villes ont tendance à être les principaux bénéficiaires à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. L'importance de ces effets est toutefois relativement limitée.

Le commerce des services peut également être bénéfique aux femmes et aux MPME, parce que l'emploi dans les secteurs des services a une composition hommes-femmes plus équilibrée que le secteur manufacturier ou le secteur des industries extractives et parce que les services sont moins affectés par certains obstacles au commerce tels que l'accès au financement.

Enfin, le progrès technologique a le potentiel de développer le commerce des services en supprimant les obstacles existants aux flux transfrontières de services. Cela pourrait potentiellement bouleverser les conclusions actuelles quant au rôle que le commerce des services joue sur le marché du travail.

Notes

- 1 La notion de répression financière renvoie à l'action du gouvernement en matière d'allocation des capitaux consistant à plafonner les taux d'intérêt versés aux épargnants et à abaisser le coût de l'emprunt pour les emprunteurs favorisés (généralement, le gouvernement lui-même, les entreprises d'État et les établissements financiers et les secteurs industriels favorisés) de l'économie.
- 2 Voir <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifsde-developpement-durable/> pour des renseignements détaillés sur les cibles de chacun des ODD.
- 3 Dans leur article, les auteurs ne précisent pas s'il s'agit de dollars constants.
- 4 En bref, la notion d'agglomération renvoie à l'idée que l'augmentation du nombre d'entreprises dans une région géographique donnée augmente la productivité des entreprises qui y sont établies. Les deux explications fréquemment avancées au sujet de ces effets sont les liens au niveau de la demande et au niveau des coûts : le fait de déplacer une entreprise d'un lieu A vers un lieu B accroît la rentabilité des entreprises dans le lieu B en augmentant la taille du marché et en augmentant l'offre de biens intermédiaires utilisés par ces entreprises.
- 5 Voir OCDE (2019). La CNUCED a aussi analysé récemment le tourisme du point de vue du commerce en valeur ajoutée. Voir les pages 49 à 55 de la CNUCED (2017b), pour une comparaison de l'Afrique du Sud et de la Tunisie avec l'Indonésie et la Thaïlande.
- 6 Ces indicateurs englobent les produits et les services achetés directement et indirectement par toutes les personnes effectuant des voyages autres que pour affaires auprès de l'économie considérée, y compris les travailleurs transfrontières, les étudiants étrangers et les passagers en transit.
- 7 Les auteurs obtiennent ces équivalents ad valorem des coûts du commerce dans le secteur des services à partir d'une équation de gravité.
- 8 Bien que le terme « institutions » soit vaste, dans la littérature, la qualité des institutions s'entend de « mesures de la qualité de la gouvernance économique telle que le contrôle de la corruption, la règle de droit, la qualité de la réglementation, l'exécution des contrats et, d'une façon plus générale, le climat de l'investissement et des affaires » (Beverelli *et al.*, 2017).
- 9 <https://www.upwork.com/>.